



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 16 AVRIL 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1643

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 9 avril 1910, de nommer MM. C. D. Ouellet, maire de Saint-André, et Théodore Grenier, maire de Saint-Prime, délégués pour la seconde division du comté du Lac Saint-Jean, en vertu des dispositions de l'article 264 du code municipal. 1813

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 24 mars 1910, de nommer M. Joseph Lafontaine, membre de la législature, de la paroisse de Saint-Barthélemi, membre du Conseil d'Agriculture de la province de Québec. 1823

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 8e jour d'avril 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Saint-François.—MM. John Burns et Mark Manlius Holbrook, cultivateurs, du canton de Newport, comté de Compton.

District de Montréal.—MM. William Rutherford, échevin, et John H. Shaw, gentilhomme, de Westmount, Avila Chartrand, maître boucher, et Avila

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16th APRIL, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1644

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 9th of April, 1910, to appoint Messrs. C. D. Ouellet, mayor of Saint André, and Théodore Grenier, mayor of Saint Prime, delegates for the second division of the county of Lake Saint John, under the provisions of article 264 of the municipal code. 1814

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th March, 1910, to appoint Mr. Joseph Lafontaine, member of the Legislature, of the parish of Saint Barthélemi, member of the Council of Agriculture of the province of Quebec. 1824

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 8th day of April, 1910, to associate to the commission of the peace for the :

District of Saint Francis—Messrs. John Burns and Mark Manlius Holbrook, farmers, of the township of Newport, county of Compton

District of Montreal.—Messrs. William Rutherford, alderman, and John H. Shaw, gentleman, of Westmount, Avila Chartrand, master butcher, and

Gauthier, aviculteur, de Saint-Vincent de Paul, comté de Laval.

District de Chicoutimi.—MM. Marie Narcisse Raymond Belleau et George Antoine St. Pierre, notaires, de la ville de Chicoutimi, George Bouchard, Benjamin Boudreau, cultivateurs, et Castulle Bouchard, marchand, de Anse Saint-Jean, comté de Chicoutimi.

District de Beauce.—MM. Henri Tremblay, gérant de la Etchemin Lumber Company, Saint-Malachie, et Linière Maheux, cultivateur, de Saint-Odilon de Cranbourne, comté de Dorchester, Théophile Beaudoin, marchand, Herménégilde Dallaire, hôtelier, de Saint-Pierre de Broughton, Omer Grégoire, Thomas Lapointe, Adolphe Poulin, Appolinaire Jacques, Alphonse Gagné, Antoine Prévost, et Philias Gagnon, cultivateurs, de Sacré-Cœur-de-Jésus, comté de Beauce. 1831

Avila Gauthier, aviculturist, of Saint Vincent de Paul, county of Laval.

District of Chicoutimi.—Messrs. Marie Narcisse Raymond Belleau and George Antoine St. Pierre, notaries, of the town of Chicoutimi, George Bouchard, Benjamin Boudreau, farmers, and Castulle Bouchard, merchant, of Anse Saint Jean, county of Chicoutimi.

District of Beauce.—Messrs. Henri Tremblay, manager of the Etchemin Lumber Company, Saint Malachie, and Linière Maheux, farmer, of Saint Odilon de Cranbourne, county of Dorchester, Théophile Beaudoin, merchant, Herménégilde Dallaire, hotelkeeper of Saint Pierre de Broughton, Omer Grégoire, Thomas Lapointe, Adolphe Poulin, Appolinaire Jacques, Alphonse Gagné, Antoine Prévost, and Philias Gagnon, farmers, of Sacré-Cœur-de-Jésus, county of Beauce. 1832

Proclamation

Province of } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }

[L.S.]
EDOUARD VII par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } sur présentation au conseil municipal du comté d'Hochelaga, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté d'Hochelaga a nommé M. Camille Paquet, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga, est un démembrement de la municipalité de la paroisse du Sault-au-Récollet, et comprend :

1° L'île appelée " Isle de la Visitation ", dans la rivière des Prairies, et les îles, dans la même rivière, portant les Nos 491, 492, 495, 496, 497, 503, du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet :

2° Toute la partie de la concession, dite " Côte

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }

[L. S.]
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } WHEREAS, on
Attorney General. } presentation to the municipal council of the Hochelaga, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors, dwelling in a certain territory therein mentioned, situated in the parish of Sault au Recollet, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Hochelaga has named Mr. Camille Paquet, special superintendent, and has charged him to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendments by the council of the aforesaid county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report.

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

The municipality of the village of Sault au Recollet, county of Hochelaga, is a dismemberment of the municipality of the parish of Sault au Recollet, and comprises :

1. The island called " Isle de la Visitation ", in the river des Prairies, and the islands in the same river bearing the Nos. 491, 492, 495, 496, 497, 503, of the official cadastral of the parish of Sault au Recollet ;

2. All the portion of the concession called " Côte

du Sault-au-Récollet", limitées d'un côté au nord-est par les lots Nos 115, 116, 123 du susdit cadastre et la montée Saint-Michel, et d'un autre côté au sud-ouest par le village d'Huntsic, ou plus précisément par le lot No 228 du même cadastre ;

3° La partie du lot No 505 "Montreal Park and Island Railway" comprise entre les deux limites nord-est et sud-ouest sus-désignées, sera détaché de la municipalité de la paroisse du Sault-au-Récollet, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village du Sault-au-Récollet", à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village du Sault au Récollet, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce ONZIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent dix, et dans la dixième année de Notre Règne.

Par ordre,
JEREMIE L. DECARIE,
1836 Secrétaire de la province.

du Sault au Récollet", bounded on one side to the north east by lots Nos. 115, 116, 123 of the aforesaid cadastre and the "montée S. int-Michel", and on the other side to the south west by the village of Huntsic, or more precisely by lot No. 228 of the same cadastre ;

3. The part of lot No. 505 "Montreal Park and Island Railway" comprised between the north east and south west boundaries above designated, shall be detached from the municipality of the parish of Sault au Récollet, and shall form a separate municipality under the name of the "municipality of the village of Sault au Récollet", from this date.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Sault au Récollet, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;
WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this ELEVENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, and in the tenth year of Our Reign.

By command,
JEREMIE L. DECARIE,
1836 Provincial Secretary.

Avis du Gouvernement

LOI DES SYNDICATS D'ÉLEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Compton, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Sainte-Edwidge de Clifton", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Sainte-Edwidge, dans le comté de Compton.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 8 avril 1910. 1811

No 123.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 6 avril courant, 1910, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Justin, dans le comté de Maskinongé, les biens fonds ayant au cadastre officiel de cette paroisse, les numéros 172 et suivants jusqu'à 205 inclusivement de la concession nord-est de l'Ornière, les Nos 210 et suivants jusqu'au No 239 inclusivement de la concession sud-ouest de l'Ornière, les Nos 422 et suivants jusqu'à 436 inclusivement de la concession du Ruisseau des Aulnes ; dix arpents en superficie à l'extrémité nord-est des lots 479, 480, 482, 483 et 21 arpents du No 484 dans la con-

Government Notices

ACT RESPECTING STOCK-BREEDING SYNDICATES.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Compton, under the name of "The Sainte Edwidge de Clifton Stock-breeding Syndicate", with its principal place of business in the parish of Sainte Edwidge, in the county of Compton.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 8th April, 1910. 1812

No. 123.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 6th of April instant, 1910, to detach from the school municipality of Saint Justin, in the county of Maskinongé, the lots bearing on the official cadastre of the said parish, the numbers 172 and following to 205 inclusively of the north east concession of l'Ornière, the numbers 210 and following to No. 239 inclusively of the south west concession of l'Ornière, the Nos. 422 and following to 436 inclusively of the Ruisseau des Aulnes concession ; ten arpents in superficies at the north east end of lots 479, 480, 482, 483 and twenty one arpents of No. 484 in the Grand Bois blanc

cession du Grand Bois Blanc, dans le même comté, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de village de Saint Justin.

1833

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. George Elmer Fuller, hôtelier, Charles Henry Nutter, marchand, Thomas Barnard Gould, solliciteur, Thomas Joseph Coonan, secrétaire, et John Thomas Hackett, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, construire, conduire, mettre en opération, louer, acheter et vendre des hôtels, restaurants et salles publiques de réception, et faire toutes les entreprises et toutes les affaires nécessaires ou en rapport à la mise en opération des affaires pour lesquelles l'incorporation est maintenant demandée et toutes autres affaires et choses requises devant être faites dans le but de maintenir, promouvoir et augmenter les opérations de la compagnie ;

Acquérir, tenir, posséder des stocks, actions, obligations ou autres garanties de compagnies faisant les mêmes affaires que celles pour lesquelles l'incorporation est demandée, et en disposer, et aider par garantie, endossement, concession réciproque, risque conjoint, consolidation ou amalgamation toutes telles compagnies, personnes ou sociétés, sous le nom de "Montreal House Incorporated", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.0) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,

1825

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit avril 1910, constituant en corporation MM. Israël Montreuil, commerçant, Joseph Simard, commerçant, Joseph Napoléon Beaumont, commerçant, Arthur de Varennes, comptable, et Hubert Bélanger, commis, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce généralement, et spécialement le commerce de denrées alimentaires, de poissons, d'huitres, de légumes, de fruits et de provisions.

Acquérir, construire, posséder, exploiter, hypothéquer, vendre et aliéner des terrains propres à la culture, des bâtisses, instruments aratoires et généralement tout ce qui peut servir à l'exploitation agricole sous toutes ses formes et dans toutes ses espèces.

Acquérir, construire, posséder et exploiter, vendre et aliéner des pêcheries, droits de pêche, glaciers, réfrigérateurs, des quais et en général tout ce qui peut se rapporter à l'exploitation de la pêche et des pêcheries ;

Construire, posséder, affréter des vaisseaux navigables, soit à vapeur ou toutes autres sortes de bateaux, vaisseaux ou bâtiments pour le transport des passagers, des effets et marchandises ou pour la traction ou remorquage d'autres vaisseaux, et pour cette fin construire, posséder et employer des bassins, entrepôts et autres prémices qui peuvent être convenables et nécessaires pour les fins de la compagnie avec le droit de faire tous contrats, transactions et arrangements avec toutes personnes, sociétés de personnes ou compagnies qui s'occupent du transport de passagers, de marchandises ou traction ou remorquage d'autres bateaux ;

Manufacturer, acheter et vendre de la glace et fournitures pour les marchands de glace et en faire le commerce ;

cession, in the same county, and to erect such territory into a separate school municipality under the name of village of Saint Justin.

1834

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of April, 1910, incorporating Messrs. George Elmer Fuller, hotel-keeper, Charles Henry Nutter, merchant, Thomas Barnard Gould, solicitor, Thomas Joseph Coonan, secretary, and John Thomas Hackett, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, construct, manage, operate, lease, hire, let, buy and sell hotels, luncheon rooms and places of public entertainment and to enter into all undertakings and to do all business necessary for or incidental to the carrying on of the business for which incorporation is hereby sought and all other matters and things required to be done for the purpose of maintaining furthering and enlarging the operations of the company ;

To acquire, hold, own and dispose of stocks, shares, bonds or other securities of companies carrying on business similar to the one for which incorporation is sought and to aid by guarantee, endorsement, reciprocal concession, joint adventure, consolidation or amalgamation any such companies, persons or partnerships, under the name of "Montreal House Incorporated", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of April, 1910.

JOS. DUMONT,

1826

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1909, incorporating Messrs. Israël Montreuil, trader, Joseph Simard, trader, Joseph-Napoléon Beaumont, trader, Arthur De Varennes, accountant, and Hubert Bélanger, clerk, all of the city of Québec, for the following purposes :

To carry on business generally, and especially the business of staple commodities, fish, oysters, vegetables, fruits and provisions ;

To acquire, construct, own, exploit, hypothecate, sell and alienate farm lands, buildings, farming implements and generally anything useful for agricultural operations under any form and in any kind ;

To acquire, construct, hold and operate, sell and alienate fisheries, fishing rights, ice-houses, refrigerators, wharves and generally anything relating to the exploitation of fishing and fisheries ;

To construct, hold, charter sea-worthy vessels, either steam or any other kind of boat, vessel or ship, for the conveyance of passengers effects and merchandise or for the hauling or towing of other vessels, and for such purpose to construct, hold and make use of docks, warehouses and other premises that may be suitable and necessary for the purposes of the company, with the right to make any contracts, transactions and arrangements with any person, firm or company engaged in conveying passengers, merchandise or hauling or towing other boats ;

To manufacture, purchase and sell ice and supplies for ice-merchants and carry on the business thereof ;

Acquérir, posséder et exploiter des glaciers, réfrigérateurs, faire les affaires de réfrigérateurs ou le commerce d'entrepôts dans des entrepôts réfrigérateurs ou non ;

Acquérir, construire, posséder ou exploiter des quais, les vendre ou autrement les aliéner ;

Acquérir, posséder et exploiter des lots à bâtir, y construire des maisons, les vendre ou autrement les aliéner en général le commerce de constructeurs de maisons, de bâtiments, les louer ou les vendre ou autrement les aliéner ; tenir des magasins ;

Obtenir des brevets d'invention, les posséder, les vendre ou les exploiter ;

Exploiter des pouvoirs d'eau dans les comtés de Matane, Québec, Portneuf, Beauce, Rimouski, Montmagny, Charlevoix, Saguenay et Saint Maurice, et toutes autres sortes de pouvoirs pouvant produire une force motrice quelconque ;

Fabriquer de l'électricité, du gaz et employer telle fabrication pour les fins de la compagnie et en faire le commerce ;

Acquérir l'actif ou assumer le passif de toutes personnes, sociétés commerciales ou compagnies à fonds social exploitant tous ou quelques-uns des objets de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, échange ou autrement et posséder des actions dans d'autres compagnies formées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Donner en paiement de biens meubles ou immeubles généralement, de services, de valeurs, de comptes, de dettes, des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie ;

Se départir, transférer par vente, échange ou autrement des actions de la présente compagnie à d'autres compagnies constituées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Se fusionner avec une autre compagnie constituée pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Se procurer de l'argent et pour cela emprunter, hypothéquer, émettre des bons, des débetures sur les biens de la compagnie et engager généralement le crédit de la présente compagnie ;

Et généralement, faire toutes autres opérations permettant à la compagnie d'atteindre les fins pour lesquelles elle est constituée sous le nom de "Dominion Fish & Fruit, Limited", avec un capital total de trois cent soixante et quinze mille piastres (\$375,000.00), divisé en trois mille sept cent cinquante actions (3750) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

1829

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph P. Alfred Bonin, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de l'Assomption, comté de l'Assomption, district de Joliette, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Bonin, en son vivant notaire public, de la cité de Montréal, district de Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province

Québec, 14 mars 1910.

1417.5

To acquire, own and operate ice-houses, refrigerator, carry on the cold storage business or the business of bonders in cold storage warehouses or not ;

To acquire, construct, hold or exploit wharves, sell or otherwise alienate same ;

To acquire, own and exploit building lots, erect houses thereon, sell or otherwise alienate same and carry on generally the business of constructors of houses and buildings, lease, sell or otherwise alienate same ; keep stores ;

To obtain patents of invention, hold, sell or exploit same ;

To operate water powers in the counties of Matane, Quebec, Portneuf, Beauce, Rimouski, Montmagny, Charlevoix, Saguenay and Saint Maurice, and all other kind power capable of produce any motive power whatever ;

To manufacture electricity and gas, and employ same for the purposes of the company and trade therein ;

To acquire the assets or assume the liabilities of any person, partnership or joint stock company engaged in all or any of the objects of this company ;

To acquire by purchase, exchange or otherwise, and hold shares in other companies formed for one or more of the objects of this company ;

To give in payment for real and personal property, services, values, accounts and debts, fully or partially paid up shares of this company ;

To part with, transfer by sale, exchange or otherwise shares of this company to other companies formed for one or more of the objects of this company ;

To amalgamate with another company formed for one or more of the objects of this company ;

To procure money and for such purposes to borrow hypothecate, issue bonds, debentures on the property of the company and generally pledge the credit of this company ;

And generally carry on any other operations for the company to attain the purposes for which it is formed, under the name of "Dominion Fish and Fruit, Limited," with a total capital of three hundred and seventy five thousand dollars (\$375,000.00), divided into three thousand seven hundred and fifty (3750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Québec.

Dated from the office of the secretary of the province, this eighth day of April, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

1830

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, by Joseph P. Alfred Bonin, esquire, notary public, practising and residing in the town of l'Assomption, county of l'Assomption, district of Joliette, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Bonin, in his lifetime notary public, of the city of Montreal, district of Montreal, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial secretary.

Québec, 14th March, 1910.

1418

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 5 avril 1910, constituant en corporation MM. Eugène Leclerc, agent d'assurance et membre de la législature, George Madden, marchand de charbon, Louis-Philippe Pelletier, avocat et Conseil du Roi, Joseph Eugène de Villers, comptable, Edouard Nadeau, entrepreneur, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Fabriquer, acheter et autrement acquérir et vendre ou autrement en disposer, du ciment, de la brique, de la pierre, de l'asphalte et autres matériaux et fournitures de construction ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains ou tout intérêt sur iceux, ériger et construire des maisons, des bâtisses ou des travaux de toute nature sur tout terrain de la compagnie, ou sur tous autres terrains et rebâtir, agrandir, réparer et modifier les maisons, bâtisses, ou travaux qui s'y trouvent ; et vendre, louer et hypothéquer ou autrement aliéner les terrains, maisons, bâtisses et autres propriétés de la compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir, et posséder des actions du capital social et des bons, obligations ou autres titres de créances créés par une autre ou d'autres corporations et les vendre, céder, transférer, engager ou en disposer autrement ;

Acquérir par achat, permis ou autrement des brevets d'invention ou permission d'employer tout brevet d'invention, les exploiter et les vendre, céder, transporter, engager ou en disposer autrement.

Construire, acquérir, posséder et opérer des lignes de tramways et des bateaux et des chalands pour les besoins de ses affaires, les aliéner et en acquérir ou construire d'autres, à leur place, sous le nom de "La Compagnie de Briques de Québec, Limitée", avec un capital de soixante mille piastres (\$60,000.00), divisé en six cents (600) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,

1789.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1910, octroyant à "The William Rutherford & Sons Company", les pouvoirs suivants :

Faire les affaires de marchands, manufacturiers et commerçants de bois de construction, bois de charpente, objets en bois ou aucun de leurs produits et tous les articles dans lesquels le bois est requis ou peut être utilisé ; acheter, vendre tels articles manufacturés et tous leurs accessoires ou en faire le commerce autrement ;

Acquérir par achat, bail ou autre titre, contracter, construire et mettre en opération, et posséder, employer, hypothéquer, vendre de temps à autre et pour telles considérations que la dite compagnie peut juger à propos, des meubles et immeubles de toute sorte et description, y compris les limites à bois, licences pour bois, moulins, bâtisses, maisons, appareils et machines, terrains miniers, privilèges d'eau, franchises, écluses, droits, contrats, beaux, patentes, droits de patente, marques de commerce ou toutes affaires et objets en général, ou en disposer autrement ;

Manufacturer, acheter, vendre des dormants de chemin de fer, billots, moulures, boîtes, caisses, pianos, orgues, meubles, instruments agricoles, voitures, wagons, charrettes, traîneaux, automobiles et voitures de toute description, et objets en général dans lesquels le bois est employé, en tout ou en partie, et en faire le commerce autrement ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 5th of April, 1910, incorporating Messrs. Eugène Leclerc, insurance agent, and member of the legislature, George Madden, coal merchant, Louis-Philippe Pelletier, advocate, and King's Counsel, Joseph-Eugène De Villers, accountant, Edouard Nadeau, contractor, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To manufacture, purchase and otherwise acquire, and sell and otherwise dispose of cement, brick, stone, asphalt and other construction materials and furnishings ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, lands or any interest therein, erect and build houses, buildings or works of any nature on any of the company's land, or on a y other lands, and rebuild, enlarge, repair and alter the buildings, houses, or works thereon ; and sell, lease, hypothecate or otherwise alienate the lands, houses, buildings and other properties of the company ;

To purchase or otherwise acquire, and hold shares of the capital stock and bonds, debentures or other credentials created by any other one or more corporations, and sell, convey, transfer, pledge or otherwise dispose of same ;

To acquire by purchase, permit or otherwise, patents of invention or permission to use any patent of invention, exploit and sell, convey, transfer, pledge or otherwise dispose of same ;

To construct, acquire, hold and operate tramway lines and bateaux and lighters, for the needs of its business, alienate same, and acquire or construct others in their stead, under the name of "La Compagnie de Briques de Québec, Limitée", with a total capital of sixty thousand dollars (\$60000.00), divided into six hundred (600) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Québec.

Dated from the office of the provincial secretary, this 5th day of April, 1910.

JOS. DUMONT,

1790

Deputy provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 6th day of April, 1910, given to "The William Rutherford & Sons Company", the following powers :

To carry on the business of merchants, manufacturers, and dealers in timber, lumber wood, wooden ware, or any of their products, and any articles in the making of which timber or wood is required or can be utilized ; and to buy, sell or otherwise deal in such manufactured articles and any accessories thereof ;

To acquire by purchase, lease or other title, to contract for, construct and operate, and to hold, use, hypothecate, sell, or otherwise dispose of from time to time, and for such considerations as the said company may think fit, real and personal property of every kind and description, including timber limits, timber licenses, mills, buildings, dwellings, plant and machinery, mineral lands, water privileges, franchises, dams, rights, contracts, leases, patents, patent rights, trade marks, or any business and assets generally ;

To manufacture, buy, sell and otherwise trade in railway ties, logs, mouldings, boxes, cases, pianos, organs, furniture, agriculture implements, carriages, wagons, carts, sleighs, automobiles and vehicles of all descriptions, and assets generally in which wood is used altogether or in part ;

Produire l'éclairage, chauffage et pouvoir de toute sorte, et de vendre tout surplus dans l'excédant des besoins de la compagnie, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, ou en disposer autrement ;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de chaux, ciment, briques, sable, sable incombustible, briques à feu, argile, charbon et toute sorte d'objets employés par les entrepreneurs et constructeurs ;

Mettre en opération et faire en général les affaires de charriage et de transport, y compris le droit de posséder, louer, acheter, vendre des chevaux, étables, traîneaux, charrettes, wagons, automobiles et toutes autres voitures, ou en faire le commerce autrement ;

Acquérir par achat, bail ou autrement posséder, construire, acheter, vendre, louer et autrement faire le commerce de quais, et acquérir, posséder, construire, acheter, vendre, louer et autrement faire le commerce de barges, bateaux à vapeur et autres bateaux pour le transport des passagers et pour le transport du bois, bois de construction, charbon et autres marchandises, matériaux et effets, et les mettre en opération ;

Emettre en paiement de toute propriété ou droits acquis par la compagnie par aucun titre, ou pour services rendus, par voie de promotion ou autrement, des actions acquittées et non saisissables, obligations ou autres garanties de la compagnie ;

Prendre ou acquérir autrement, posséder, employer, posséder, vendre, garantir, ou autrement recevoir des actions, obligations, ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou en disposer, et aider, protéger ou accommoder, par garantie, endossement, argent, avances ou concessions, toute personne, société ou corporation, faisant toutes affaires en tout ou en partie semblables à cette compagnie ; et acquérir et posséder des actions, obligations ou autres garanties de toute sorte, meubles et immeubles, pour dettes, responsabilités ou obligations de la compagnie, ou les céder ou en disposer autrement ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en particulier accepter au lieu d'argent des actions acquittées et non saisissables, obligations ou autres garanties ; et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie de temps à autre en espèces, des actions, obligations ou autre propriété de la compagnie ;

Faire toutes telles autres choses ayant rapport à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux, avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00) divisé en quinze cents (1500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour d'avril 1910.

JEREMIE L. DEGARIE,
Secrétaire de la province.

1765.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 31 mars 1910, par lesquelles la Compagnie Mutuelle de Cigares Martin Frères, a changé son nom par celui de "La Fabrique de Cigares Puravana", et de plus que les pouvoirs suivants ont été accordés : le pouvoir d'acquiescer des intérêts dans d'autres compagnies et aussi de se fusionner avec d'autres compagnies ; et que la clause suivante disparaîtra des anciennes lettres patentes, savoir : les actionnaires de la dite compagnie auront le privilège de se procurer les cigares

To generate light, heat and power of any kind, and to sell or otherwise dispose of any surplus in excess of the requirements of the company at the city of Montreal, in the province of Quebec :

To manufacture, buy, sell and otherwise trade and deal in lime, cement, bricks, sand, fire sand, firebricks, fireclay, coal and all kinds of supplies used by contractors and builders ;

To operate and carry on a general cartage and transfer business, including the right to own, hire, lease, buy, sell, or otherwise deal in horses, stables, sleighs, cars, waggons, automobiles and other vehicles ;

To acquire by purchase, lease, or otherwise own, build, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and operate barges, steamers, and other vessels for the carriage of passengers, and for the transport of lumber, timber, coal and other merchandise, materials and goods ;

To issue in payment of any property or rights acquired by the company by any title, or for services rendered, by way of promotion or otherwise, fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company ;

To take or otherwise acquire, hold, use, own, sell, pledge, or otherwise receive or dispose of shares, bonds, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, and to aid, protect, or accommodate, by guarantee, endorsement, cash advances, or concessions, any person, firm or corporation carrying on any business altogether or in part similar to this company ; and to acquire and hold shares, bonds, or other securities of any kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, or to release or otherwise dispose of same ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and particularly to accept, in lieu of cash, fully paid up and non-assessable shares, bonds, or other securities ; and to distribute among the shareholders of the company from time to time in specie shares, bonds or other property of the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them ; with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this 6th day of April, 1910.

JEREMIE L. DEGARIE,
Provincial Secretary.

1766

Public notice is hereby given that, in virtue of the Quebec Companies Act, 1907, supplementary letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, dated the 31st of March, 1910, by which La Compagnie Mutuelle de Cigares Martin Frères, has changed its name to "La Fabrique de Cigares Puravana", and more ver the following powers have been granted ; the power to acquire interests in and to amalgamate with other companies ; and that the following clause shall be cancelled in the former letters patent, namely, the shareholders of the said company shall have the privilege of procuring the cigars manufactured by

manufacturés par la dite compagnie au prix coûtant, pourvu que ce soit pour du comptant.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars 1910.

JOS. DUMONT,
1729-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 31 mars 1910, constituant en corporation MM. Isaac Lande, Samuel Abrahamson et Nathan Hershberg, commerçants, Leo Charade, commis de barre, et Paul Alfred Desgroseilliers, étudiant en droit, dans les buts suivants :

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôtels et de restaurants ;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme une affaire en opération ou autrement, et faire toutes affaires d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, et son ameublement, fournitures et tous autres objets en général et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Faire toutes affaires qui peuvent être conduites avec profit et avantageusement en rapport avec les affaires de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer toutes affaires d'hôtel ou de restaurant ou autres affaires dont la compagnie peut devenir propriétaire, y compris sa clientèle, licence, bail s'il y en a, ameublement, fournitures, stock de commerce et autres biens meubles en général, avec ou sans les propriétés immobilières employées ou destinées à son exploitation, ou en disposer autrement ;

Acheter ou acquérir autrement, ou tenir par bail ou tout autre titre, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et de payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer, hypothéquer tous ou aucun de ses meubles ou immeubles, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'agent sur la garantie d'iceux ;

Construire, maintenir et exploiter sur aucun des terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises ;

Faire et exécuter tous les actes et choses qui peuvent être en rapport ou paraître avantageuses à la mise en opération d'aucun des susdits objets, sous le nom de "The Star Cafe Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,
1743-2 Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31 mars 1910, constituant en corporation MM. Stanislas Rządkowski, boucher, Joseph Sawicki, ébéniste, Antoni Tabulewicz, ébéniste, Stanislas Huzar, contre-maitre, et Bronislaw Rządkowski, boucher, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

D'établir, maintenir et diriger un club pour des fins de récréation, d'instruction et d'amusement, et particulièrement dans le but de réunir les polonais de la province de Québec et de leur faire comprendre l'importance pour eux de devenir sujets britanniques,

the said company at cost price, provided that it is for cash.

Dated from the office of the provincial secretary, this thirty first day of March, 1910.

JOS. DUMONT,
1730 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec companies Act, 1907, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the 31st March, 1910, incorporating Messrs. Isaac Lande, Samuel Abrahamson and Nathan Hershberg, traders, Leo Charade, bar tender, and Paul Alfred Desgroseilliers, student at law, for the following purposes :

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings, used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company ;

To carry on any business which may be profitably or advantageously carried on in connection with the business of the company.

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of any hotel or restaurant business or other business of which the company may become the owner including its good-will, license, lease if any, equipment, furnishings, stock in trade and other moveable assets generally, with or without the immoveable properties used in or destined to its exploitations ;

To buy or otherwise acquire, or to hold by lease or any other title, any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or paid-up shares of the company.

To sell, exchange, dispose of lease, mortgage or otherwise deal with all or any of its moveable and immoveable property, and to borrow money upon the security thereof ;

To construct, maintain and exploit upon any lands, acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying out of the above undertakings ;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above subjects, under the name of "The Star Cafe Company," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this second day of April, 1910.

JOS. DUMONT,
1744 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1910, incorporating Messrs. Stanislas Rządkowski, butcher, Joseph Sawicki, cabinet maker, Antoni Tabulewicz, cabinet-maker, Stanislas Huzar, foreman, and Bronislaw Rządkowski, butcher, of the city of Montreal, for the following purposes :

To establish, maintain and direct a club for the purposes of recreation, instruction and amusement, and especially with the object of uniting the Poles of the province of Quebec, and making them understand the importance of their becoming British subjects.

De posséder, acheter, fournir, ériger, maintenir et prendre à loyer une maison de club, bâtisses, terrains et autres dépendances convenables pour l'accommodation des membres du club, de leurs amis et serviteurs et employés du club, et pour les fins susdites et autres fins incidentes s'y rattachant, et généralement procurer aux membres du club et à leurs amis les privilèges, avantages, commodités et accommodations habituelles d'un club.

De recevoir, acquérir, échanger, posséder, louer et avoir en jouissance toutes propriétés mobilières et immobilières nécessaires pour son usage, et d'engager, vendre, aliéner et transporter les dites propriétés, d'en disposer et d'en acquérir d'autres à leur place, mais ne pourra pas posséder de propriété immobilière pour un montant excédant dix mille piastres.

De pouvoir emprunter de l'argent, tirer, faire, endosser, et accepter des chèques, lettres de change et billets nécessaires pour les fins du club et aussi de faire tout contrat, convention et marché nécessaires pour les mêmes fins.

De faire et adopter pour l'administration de ses affaires les règlements, règles et ordonnances (non incompatibles avec les lois de cette province) qu'il jugera nécessaire pour l'admission ou l'expulsion de ses membres, la classification et les droits et privilèges respectifs de ses membres, les honoraires, souscriptions et charges qu'il jugera à propos d'imposer, le nombre, la constitution, les pouvoirs et les devoirs de ses officiers et de son comité d'administration, et généralement pour l'administration et la conduite de ses affaires.

De pouvoir rémunérer toute personne pour services rendus dans la vente des actions de la compagnie, sa formation, organisation, incorporation ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Montreal Naturalized Polish Club, Incorporated", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en six cents (600) actions de vingt cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 31 mars 1910.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

1739.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 4 avril 1910, constituant en corporation MM. Samuel G. Tritt et Louis S. Margolese, avocats, Isidore Goodstone, étudiant en droit, Joseph Margolese, comptable, et Joseph A. Franklin, agent, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir et prendre les affaires maintenant conduites à Montréal, comme une affaire en opération, par M. Patrick Henry, sous le nom de "The North Western Employment Agency", et tout l'actif et passif d'icelle, et de les payer avec des actions acquittées et non saisissables de la compagnie et pour la clientèle d'icelle ;

Faire toute sorte d'affaires de progrès ; transiger et faire toute sorte d'affaires d'agence, et en particulier les affaires d'agents du travail et d'entrepreneurs ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets tout à fait ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou de faire toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entret en arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire ou être engagée dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

To own, purchase, furnish, erect, maintain and take on lease a club house and buildings, lands and other dependencies suitable for the accommodation of the members of the club, their friends and servants and employees of such club, and for the aforesaid and other incidental purposes connected therewith, and generally, to procure for the club members and their friends, the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club.

To receive, acquire, exchange, hold, lease and have the enjoyment of any moveable and immoveable property for its use, and to pledge, sell, alienate and transfer the said property, dispose of and acquire other property in its stead, but not to own immoveable property of an amount exceeding ten thousand dollars.

To have power to borrow money, draw, make, endorse and accept cheques, bills of exchange and notes necessary for the purposes of the club, and also to make any contract, agreement and bargain necessary for the same purposes.

To make and adopt for the administration of its business, the by-laws, rules and ordinances (not incompatible with the laws of this province) it may deem necessary for the admission and expulsion of its members ; the classification and respective rights and privileges of its members ; the fees, subscriptions and charges it may deem proper to impose ; the number, constitution, powers and duties of its officers and its committee of administration, and generally for the management and conduct of its business.

To have power to remunerate any person for services rendered in the sale of the stock of the company, its formation, organization, incorporation or the conduct of its business, under the name of "Montreal Naturalized Polish Club, Incorporated," with a total capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into six hundred (600) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this 31st March, 1910.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

1740

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 4th April, 1910, incorporating Messrs. Samuel G. Tritt and Louis S. Margolese, advocates, Isidore Goodstone, student at law, Joseph Margolese, accountant, and Joseph A. Franklin, agent, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire and take over the business now carried on at Montreal, as a going concern, by Mr. Patrick Henry, under the firm name of "The North Western Employment Agency", and all the assets and liabilities thereof, and to pay for the same with paid up and non assessable shares of the company and for the goodwill thereof ;

To carry on all kinds of promotion business ; to transact and carry on all kinds of agency business, and in particular the business of labour agents and contractors.

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or to carry on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To enter into any arrangement for sharing of profit, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettre de change et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "The North Western Employment Agency", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'avril 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

1741.2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31 mars 1910, constituant en corporation MM. George W. Kendall, amateur de sport, Bernard Brownstein, agent, Samuel Berliand, courtier d'immeubles, Henri R. Napoléon Viau, courtier, Edouard Charles St-Père, rapporteur de journaux, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Tenir un hôtel et restaurant ;

Acquérir les droits, privilèges et intérêts des propriétaires actuels de licence, stock de liqueurs, meubles, clientèle, etc., d'un hôtel connu sous le nom de "Metropole Hotel", situé sur la rue Sainte-Catherine, dans la cité de Montréal, et accepter la dite propriété ou une partie du prix de la vente en acompte du stock de cette compagnie, s'il est jugé à propos au temps de la transaction, sous le nom de "Metropole Hotel, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de mars 1910.

JOS. DUMONT,

1705.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 30 mars 1910, constituant en corporation MM. Adjudor Dussault, manufacturier de tabac, D. Roméo Nadeau, comptable, de la cité de Québec, Louis Zéphirin Jones, entrepreneur, de Beauport, Joseph Elie dit Breton, agent, et Joseph Isaac Gourdeau, voyageur de commerce, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de manufacturiers, exportateurs, importateurs et commerçants de tabacs coupés, tabacs en poudre, cigares et de tous autres produits en formes de tabacs, et aussi de tous les articles qui sont communément vendus par les marchands de tabacs et agir aussi en qualité d'agents pour les personnes ou compagnie engagées dans un semblable commerce.

Posséder ou acquérir et tenir des magasins de détail ou places d'affaires dans le but de vendre les produits de la compagnie.

Prendre les moyens de faire connaître les affaires et produits de la compagnie qui paraîtront les plus opportuns et en particulier au moyen d'annonces dans la presse, par des circulaires ou autres moyens.

Demander, enregistrer, acheter, acquérir, et détenir et vendre, céder, louer, permettre l'usage ou autrement faire valoir des brevets, droits d'auteur, marques de commerce, permis, concessions ou autres choses semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limitée, ou toute information secrète ou autre concernant toute invention qui pourrait être employé pour les fins de la compagnie, et dont l'acquisition semblerait de nature à profiter à la compagnie.

Acheter ou autrement acquérir l'industrie de

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The North Western Employment Agency", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this fourth day of April, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

1742

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 31st March, 1910, incorporating Messrs. George W. Kendall, sportsman, Bernard Brownstein, agent, Samuel Berliand, real estate broker, Henri R. Napoléon Viau, broker, Edouard Charles St. Père, newspaper reporter, all of the city of Montreal, for the following purposes :

Hotel and restaurant keeping ;

To acquire the rights, privileges and interests of the actual owners of the license, stock of liquors, fixtures, good will, etc., of an hotel known as the "Metropole Hotel," situate on Sainte Catherine street, in the city of Montreal, and to accept said property or a part of the price of the sale on account of stock of this company, if found advisable at the time of the transaction, under the name of "Metropole Hotel, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this thirty first day of March, 1910.

JOS. DUMONT,

1706

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 30th day of March, 1910, incorporating Messrs. Adjudor Dussault, tobacco manufacturer, D. Roméo Nadeau, accountant, of the city of Québec, Louis Zéphirin Jones, contractor, of Beauport, Joseph Elie dit Breton, agent, and Joseph Isaac Gourdeau, commercial traveller, of the city of Québec, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers, exporters, importers and dealers in cut tobacco, snuff, cigars and all other products in the form of tobacco, and of all articles usually sold by tobacco dealers and act also as agents for persons or companies engaged in a like business.

To own and acquire and keep retail stores or places of business for the purpose of selling the products of the company.

To take the most opportune means of making the business and products of the company known, especially by advertising in the press, by circulars or other methods.

To apply for, register, purchase, acquire, hold and sell, convey, lease, allow the use of or otherwise make the most of patents, copyrights, trade marks, licenses, concessions or other similar things, or any secret information or other respecting any invention that may be employed for the purposes of the company and the acquisition whereof may seem of a profitable nature to the company.

To purchase or otherwise acquire the business of

"F. X. Dussault Tobacco Factory Co" ou toutes autres industries d'une nature i'entigue, ainsi que les machineries, fonds de commerce, clientèle et actif et passif généralement, et se charger en tout ou en partie des engagements de telles industries et les payer en totalité ou en partie en obligations, débetures ou actions acquittées et non cotisables de la compagnie, et les vendre, louer ou autrement en disposer en tout ou en partie, et louer ou acheter tous les meubles ou immeubles nécessaires aux fins de ces industries.

Faire tous actes et exercer tous les pouvoirs et conduire toute affaire découlant des objets pour lesquels la compagnie est constituée, sous le nom de "The Dussault Tobacco Factory Company, Limited", avec un capital total de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00) divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de mars 1910.

JOS. DUMONT,
1727-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente-unième jour de mars 1910, constituant en corporation MM. Henri Quetton de St. Georges, registrateur, de Cap Santé, Louis Clovis Mayrand, médecin, Deschambault, Joseph Elzéard Voisard, médecin, Saint-Marc des Carrières, Joseph Henri Paré, comptable, et Edouard Derome dit Descarreaux, notaire, de Deschambault, dans les buts suivants :

Faire affaires comme électriciens, ingénieurs mécaniciens et manufacturiers ;

Acquérir, posséder, aliéner et exploiter dans les limites des comtés de Québec, Portneuf et Champlain, un ou plusieurs pouvoirs d'eau dans le but de produire l'énergie électrique suffisante aux susdites opérations ;

Passer avec tout individu, compagnie, société ou corporation des contrats relatifs à un service d'éclairage ou de pouvoir électrique ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations propres à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Deschambault", avec un capital total de cent quarante-cinq mille piastres (\$14500.00), divisé en quatorze cent cinquante (1450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Deschambault.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1910.

JOS. DUMONT,
1723-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 31 mars 1910, constituant en corporation MM. Esioff Léon Patenaude, avocat, Norbert Brunet, étudiant, Lacasse Rousseau, électricien, de la cité de Montréal, Louis Joseph Boileau, notaire, de Sainte-Anne de Bellevue, et J. E. Emile Léonard, avocat, de Sainte-Rose, dans les buts suivants :

Faire le commerce de bois ;

Exploiter des moulins à scie, à farine, etc ;

Faire le commerce et l'élevage des animaux ;

Utiliser les pouvoirs d'eau pour les besoins de la compagnie, et produire à cette fin l'électricité pour la force motrice et la lumière, etc., et vendre le surplus dans les comtés de Berthier, Maskinongé et Saint-Maurice ;

Acheter, prendre à bail ou acquérir, à quelque titre que ce soit, toutes propriétés nécessaires pour les fins de la compagnie ;

"F. X. Dussault Tobacco Factory Co.," or any other industries of a like nature, and the machinery, stock in trade, goodwill, assets and liabilities generally, and to take over in whole or in part the obligations of such industries and pay for same in whole or in part with bonds, debentures or paid up and non assessable shares of the company, and sell, lease or otherwise dispose of same in whole or in part, and lease or purchase all the moveable and immoveable property necessary for the purposes of such industries.

To do all acts and exercise all the powers and conduct any business in connection with the objects for which the company is constituted under the name "The Dussault Tobacco Factory Company, Limited", with a total capital of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this 30th day of March, 1910.

JOS. DUMONT,
1728 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 30th day of March, 1910, incorporating Messrs. Henri Quetton de Saint-Georges, registrar, of Cap Santé, Louis Clovis Mayrand, physician, Deschambault, Joseph Elzéard Voisard, physician, Saint-Marc des Carrières, Joseph Henri Paré, accountant, and Edouard Derome dit Descarreaux, notary of Deschambault, for the following purposes :

To carry on business as electricians, mechanical engineers and manufacturers ;

To acquire, hold, alienate and exploit within the limits of the counties of Quebec, Portneuf and Champlain, one or more water powers with the purpose of producing sufficient electrical energy for the aforesaid operations.

To make contracts relative to a lighting service or electric power with any individual, company, association or corporation. To do all acts, exercise all the powers and carry on all operation appropriate to attain the purposes for which the company is constituted, under the name of "La Compagnie Electrique de Deschambault", with a total capital of one hundred and forty-five thousand dollars (\$145,000.00), divided into fourteen hundred and fifty (1450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be at Deschambault.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1910.

JOS. DUMONT,
1724 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1910, incorporating Messrs. Esioff Léon Patenaude, advocate, Norbert Brunet, student, Lacasse Rousseau, electrician, of the city of Montréal, Louis Joseph Boileau, notary, of Sainte-Anne de Bellevue, and J. E. Emile Léonard, advocate, of Sainte Rose, for the following purposes :

To carry on the lumber business ;

To operate saw mills, flour mills, etc. ;

To deal in and raise live stock ;

To utilise water powers for the needs of the company, and produce for such purpose electricity for motive power and light, etc., and sell any surplus in the counties of Berthier, Maskinongé and Saint Maurice ;

To purchase, take on lease or acquire, by any title whatsoever, any property necessary for the purposes of the company ;

Payer en parts acquit ées de la dite compagnie le prix d'achat, de loyer ou de jouissance, de toutes propriétés nécessaires pour les affaires de la compagnie, ainsi que toutes les machineries, outils, etc ;

Emprunter pour les fins de la compagnie et consentir des billets promissoires ou des hypothèques, émettre des débiteures et autres valeurs à ces fins, sous le nom de "La Compagnie Industrielle de Saint Didace", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint Didace.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1910.

JOS. DUMONT,
1725-2 Sous-secrétaire de la province.

No 1570.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée à l'effet de détacher des municipalités scolaires de Templeton-Est et de Templeton-Ouest dans le comté d'Ottawa, les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton de Templeton, les Nos suivants, savoir : De Templeton-est, les Nos 1 et suivants jusqu'à 14 inclusivement des 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 rangs ; les Nos 1 et suivants jusqu'à 14 inclusivement du Gore de Templeton-Est.

De Templeton-ouest, les Nos 15 et suivants jusqu'à 22 inclusivement des 7, 8, 9, 10 et 11 rangs ; les Nos 15 et suivants jusqu'à 28 inclusivement des 12 et 13 rangs ; les Nos 15 et suivants jusqu'à 46 inclusivement du Gore de Templeton-Ouest, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Templeton-Nord, dans le même comté. 1721.2

No 750.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de la ville de Saint-Louis de Mile End, comté d'Hoche-laga, les biens-fonds compris dans les limites suivantes, savoir : à l'ouest, l'avenue du Parc ; au sud, l'avenue Bernard ; au nord, l'avenue Mont Royal ; et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire d'Outremont, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1910. 1719.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers

To pay for the purchase, rental or enjoyment of any property necessary for the business of the company, and all the machinery, equipment, etc., with paid up shares of the said company ;

To borrow for the purposes of the company and give promissory notes or mortgages, issue debentures and other securities for such purposes, under the name of "La Compagnie Industrielle de Saint-Didace", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Saint Didace.

Dated from the office of the provincial secretary, this 31st day of March, 1910.

JOS. DUMONT,
1726 Deputy Provincial Secretary.

No. 1570.09

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the education act, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipalities of East Templeton and West Templeton, in the county of Ottawa, the lots bearing on the official cadastre of Templeton, the following numbers, to wit : of East Templeton, Nos. 1 and following to 14 inclusively of the 7th, 8th, 9th, 10th, 11th, 12th and 13th ranges ; Nos. 1 and following to 14 inclusively of the Gore of East Templeton.

Of West Templeton, Nos. 15 and following to 22 inclusively of the 7th, 8th, 9th, 10th and 11th ranges ; Nos. 15 and following to 28 inclusively of the 12th and 13th ranges ; Nos. 15 and following to 46 inclusively of the Gore of West Templeton, and to erect such territory into a separate school municipality under the name of North Templeton, in the same county. 1722

No. 750.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the superintendent gives notice, that application has been made to him, to detach from the school municipality of ville de Saint-Louis de Mile End, county of Hoche-laga, the lots comprised within the following limits, to wit : on the west, Park avenue ; on the south, Bernard avenue ; on the north, Mount Royal avenue ; and to annex such territory to the school municipality of Outremont, in the same county.

Such annexation to take effect only on the first of July next, 1910. 1720

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any

ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des

matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid here.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which

chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1645

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des

such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

1646

G. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway,

assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction des changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est

[for the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have

pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
1647 Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

CITÉ DE QUÉBEC

HOTEL DE VILLE

Bureau du greffier de la cité.

Québec, 5 février 1910.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, pour obtenir l'autorisation d'emprunter deux cent mille piastres (\$200,000) pour le coût de travaux permanents à être faits dans le quartier Limoilou, vingt mille piastres (\$20,000.00), pour l'acquisition de terrains et droits de servitude en rapport avec l'aqueduc de la cité; quinze mille piastres (\$15,000.00) pour se rembourser du coût de travaux permanents faits à la Côte d'Abraham et d'indemnités et frais payés en rapport avec ces travaux; soixante-douze mille piastres pour le pavage de la rue Saint-André, et quatre-vingt-treize mille piastres pour autres améliorations permanentes; pour modifier la manière de décider les plaintes faites contre les livres de cotisation; pour protéger davantage l'eau de l'aqueduc contre les impuretés; pour l'autoriser à faire, à certaines conditions, des trottoirs permanents et uniformes dans les rues; à forcer les compagnies de télégraphe, de téléphone, de lumière électrique à construire des canaux souterrains pour leurs fils; à faire un emprunt suffisant pour municipaliser le service d'éclairage de la cité, et faire le commerce de lumière, de chaleur et de pouvoir; à construire, ou aider à la construction d'un pont ou de ponts sur la rivière Saint-Charles pour communiquer avec le quartier Limoilou, et à emprunter pour cette fin une somme n'excédant pas cent mille piastres, et pour autres fins.

Par ordre,

H. J. J. B. CHOUINARD,
947-5 Greffier de la cité.

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'incorporation de "La Ligue Anti-Tuberculeuse de Québec", ayant son principal bureau à Québec, et ayant pour objet de combattre la tuberculose et de lutter contre ses progrès.

Québec, 24 mars 1910. 1653.3

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'incorporer une compagnie sous le nom de "The Soulanges Power Company", avec siège principal dans la cité de Montréal, avec pouvoirs de construire, développer, acquérir, posséder et exploiter des forces hydrauliques dans les comtés

not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
1648 Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

City clerk's office.

Québec, 5th February, 1910.

Public notice is hereby given that the city of Québec will apply to the provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation, to wit: for authorization to borrow two hundred thousand dollars (\$200,000.00) to pay for works of a permanent nature to be executed in Limoilou ward, twenty thousand dollars (\$20,000.00), to purchase the land and rights of servitude in connection with the city waterworks; fifteen thousand dollars (\$15,000.00) to reimburse the city treasury for the amount of works of a permanent nature executed in Côte d'Abraham and indemnities and costs paid in connection with the said works; seventy two thousand dollars for the paving of Saint Andrew street, and ninety three thousand dollars for other permanent improvements; to modify the mode of deciding complaints made against the assessors' books; to better protect the water of the city waterworks against pollution; to authorize it to make, on certain conditions, permanent and uniform sidewalks in the streets; to compel telegraph, telephone and electric light companies to construct underground passages for their wires; to contract a sufficient loan to municipalize the lighting service of the city and carry on the business of light, heat and power: to construct, or aid in the construction of a bridge or bridges over the Saint Charles river, to communicate with Limoilou ward, and to borrow for such purpose a sum not exceeding one hundred thousand dollars, and for other purposes.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,
948 City clerk.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its present session, for the incorporation of "La Ligue Anti-Tuberculeuse de Québec", having its head office at Québec, and its purpose being to struggle against tuberculosis and its progress.

Québec, 24th March, 1910. 1654

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Québec, at its next session, to incorporate a company under the name of "The Soulanges Power Company", with head office in the city of Montreal, with powers to construct, develop, acquire, own and operate water powers in the counties of Soulanges and Vaudreuil,

de Soulanges et Vaudreuil, dans la province de Québec ; de construire, entretenir et exploiter des travaux, canaux, coursiers et autres constructions nécessaires pour l'exploitation de ces forces hydrauliques et en particulier de construire un canal partant d'un point sur le Saint Laurent, à l'ouest du Canal Soulanges, et venant se jeter dans le Saint Laurent au confluent de la rivière Ottawa ; posséder ou autrement acquérir, utiliser, aliéner toutes propriétés immobilières jugées utiles pour les besoins de ses entreprises ou opérations ; de produire, développer, vendre, transmettre du pouvoir, de la chaleur et de la lumière.

CHARLES BUTTLE
KNOWLTON CARPENTER,
EMILIEN ALFRED MANNY,
C. B. HIBBARD,

Requérants.

Montréal, 11 mars 1910. 1437.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Alexander Saad, Salim Bouziane, Joseph Tabah, Salim Kassab et John Shamy, tous de la cité de Montréal, pour obtenir un acte d'incorporation constituant une corporation ecclésiastique sous le nom de "The Syrian Greek Orthodox Church of Saint Nicholas", et pour autres fins.

PERCY C. RYAN,
Procureur des requérants.

Montréal, 4 mars 1910. 1453.5

Province de Québec.)
District of Montréal. }

Avis public est par les présentes donné par J. Emile Vanier, ingénieur civil, de la ville de Montréal ; Arthur St. Laurent, sous-ministre des travaux publics du Canada, de la ville d'Ottawa ; Ernest Bélanger, ingénieur civil, de la ville de Montréal ; sir George Garneau, ingénieur civil, de la ville de Québec, et Pierre Charton, ingénieur civil et arpenteur provincial, de la ville de Montréal, tous dans la puissance du Canada, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pour les constituer en corporation sous le nom de "L'Association des anciens élèves de l'école polytechnique de Montréal", avec pouvoirs d'établir des relations amicales et scientifiques entre les anciens élèves de l'école polytechnique de Montréal ; d'admettre des membres souscripteurs, fondateurs ou donateurs de l'association ; d'acquérir des biens meubles et immeubles, et pour autres fins.

J. EMILE VANIER,
ARTHUR ST. LAURENT,
ERNEST BELANGER,
SIR GEORGE GARNEAU,
PIERRE CHARTON.

Montréal, 1er mars 1910. 1455.5

Avis est donné par les présentes, par la corporation de la ville de Magog, qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte en remplaçant les mots "un centin et demi", dans la troisième ligne du premier paragraphe de la section 19 du chapitre 68, de la 60 Victoria, par les mots "trois centins".

La Corporation de la Ville de Magog.
Par ALF. TOURIGNY,

Secrétaire trésorier.

Magog, 12 mars 1910. 1409.5

Avis est par le présent donné que Samuel Freedman, Abraham Goldwater, Joseph Mandelstan, Max Miller et Kohath Leiner, tous de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi afin de les incorporer sous le nom de "The Congregation Beth Israel of Lachine", avec pouvoir d'acquérir des immeubles, tenir des registres des actes de

in the province of Quebec ; to construct, maintain and exploit works, canals, mill-races and other constructions necessary for operating the said water powers and in particular to build a canal from a point on the Saint Lawrence, to the west of the Soulanges Canal, and coming out into the Saint Lawrence at the confluence of the Ottawa river ; to hold or otherwise acquire, utilize, alienate any immoveable property deemed useful for the requirements of its undertakings or operations ; to produce, develop, sell, transmit light, heat and power.

CHARLES BUTTLE
KNOWLTON CARPENTER,
EMILIEN ALFRED MANNY,
C. B. HIBBARD,

Applicants.

Montreal, 11th March, 1910. 1438

Notice is hereby given that a petition will be presented at the next session of the Legislature of the province of Quebec, by Alexander Saad, Salim Bouziane, Joseph Tabah, Salim Kassab and John Shamy, all of the city of Montreal, for an act of incorporation constituting an ecclesiastical corporation under the name of "The Syrian Greek Orthodox Church of Saint Nicholas", and for other purposes.

PERCY C. RYAN,
Attorney for petitioners.

Montreal, 4th March, 1910. 1454

Province of Québec)
District of Montréal }

Public notice is hereby given by J. Emile Vanier, civil engineer, of the city of Montreal ; Arthur Saint Laurent, deputy minister of Public Works of Canada, of the city of Ottawa ; Ernest Bélanger, civil engineer, of the city of Montreal ; Sir George Garneau, civil engineer, of the city of Quebec, and Pierre Charton, civil engineer and provincial surveyor, of the city of Montreal, all in the Dominion of Canada, that they will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to constitute them and others under the name of "The Association of post graduate of the Polytechnic School, Montreal", with power to develop friendly and scientific relations between the post graduates of said school ; to admit temporary and permanent members to acquire properties, both real and personal, and for other purposes.

J. EMILE VANIER,
ARTHUR SAINT LAURENT,
ERNEST BELANGER,
SIR GEORGE GARNEAU,
PIERRE CHARTON.

Montreal, 1st March, 1910. 1456

Notice is hereby given by the corporation of the town of Magog, that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have their charter amended by replacing the words "one cent and one half", in the first paragraph of the section 19, chapter 68, 60 Victoria, by the words "three cents".

The Corporation of the Town of Magog.
Per ALF. TOURIGNY,

Secretary treasurer,

Magog, 12th March, 1910. 1410

Notice is hereby given that Samuel Freedman, Abraham Goldwater, Joseph Mandelstan, Max Miller and Kohath Leiner, all of the town of Lachine, in the district of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act to incorporate them under the name of the "Congregation Beth Israel of Lachine", with power of acquiring and possessing immoveable property, to keep regis-

état civil, et exercer tous les droits concernant les corporations religieuses et pour autres fins.

JACOBS, HALL & GARNEAU,
Procureurs des requérants.
Montréal, 17 mars 1919. 1517.5

Avis Divers

Avis est par le présent donné, conformément à la loi intitulée : "Loi pour venir en aide à certains corps religieux," (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par "Tabernacle Baptist Church, Montreal," demandant l'incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-troisième jour de mai prochain 1910.

CUSHING & BARRON,
Notaires publics des requérants.
Montréal, 9 avril 1910. 1819

Pro ince de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1913.

Dame Roséline Martel, épouse commune en biens de Herménégilde Lanier, marchand, des cité et district de Montréal,

Demanderesse ;

vs

Le dit Herménégilde Lanier, ci-devant du même lieu, actuellement absent, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11 avril 1910.

J. W. JALBERT,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 11 avril 1910. 1845

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 401.

Dame Marie-Anne Grimard, épouse commune en biens de Alphonse Lafèche, cultivateur, de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, dûment autorisée en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux,

BLONDIN, DESY & DESILETS,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 4 avril 1910. 1815

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 346.

Dame Albania Desroches, de la Pointe-au-Pic, com é de Charlevoix, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Ulysse Harvey, commerçant, du même lieu.

GAGNÉ & GAGNÉ,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 11 avril 1910. 1839

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François.

Dame Marie Alphée Pothier, de la ville de Bromptonville, district de Saint François, épouse commune en biens de Hugh Mullen, gentleman, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, par l'un des honorables juges de la cour supérieure, Demanderesse ;

vs

Le dit Hugh Mullen, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le vingt-deuxième jour de février dix-neuf cent dix.

CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 8 avril 1910. 1821

ters of acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for other purposes.

JACOBS, HALL & GARNEAU,
Attorneys for applicants.
Montreal, 17th March, 1910. 1518

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, in accordance with the act, entitled : "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant Governor in council, by "Tabernacle Baptist Church, Montreal", praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the twenty third day of May next, 1910.

CUSHING & BARRON,
Notaries public for petitioners.
Montreal, 9th April, 1910. 1820

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1913.

Dame Roséline Martel, wife common as to property of Herménégilde Lanier, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Herménégilde Lanier, formerly of the same place, now absent, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, the 11th April, 1910.

J. W. JALBERT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 11th April, 1910. 1846

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 401.

Dame Marie-Anne Grimard, wife common as to property of Alphonse Lafèche, farmer, of the parish of Ste-Anne de la Pérade, duly authorized à ester en justice, has instituted, this day, an action for separation as to bed and board.

BLONDIN, DESY & DESILETS,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 4th April, 1910. 1816

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 346.

Dame Albania Desroches, of La Pointe-au-Pic, county of Charlevoix, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Ulysse Harvey, trader, of the same place.

GAGNE & GAGNE,
Attorneys for Plaintiff.
Quebec, 11th April, 1910. 1840

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis.

Dame Marie Alphée Pothier, of the town of Bromptonville, district of Saint Francis, wife commune en biens of Hugh Mullen, gentleman, of the same place, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes, by one of the Honorable judges of the superior court, Plaintiff ;

vs

The said Hugh Mullen, Defendant.
An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause, on the twenty-second day of February, nineteen hundred and ten.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 8th April, 1910. 1822

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No 3048.

Dame Noémi Angers, épouse commune en biens de Stanley Tremblay, tous deux d'Hébertville Station, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre le dit Stanley Tremblay, ce septième jour d'avril 1910.

ELZ. LEVESQUE,

Procureur de la demanderesse.

Chicoutimi, 7 avril 1910.

1847

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Rose-Delima *alias* Rosa Papin, épouse commune en biens de Philias Lamothe, cordonnier, du village de Contrecoeur, dans le district de Richelieu, dûment autorisée à ester en justice, par le juge aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs

Le dit Philias Lamothe, cordonnier, du même lieu, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que la demanderesse ci-dessus a intenté contre le défendeur ci-dessus, une action en séparation de biens.

GEOFFRION & GOYETTE,

Procureurs de la demanderesse.

Sorel, 13 avril 1910.

1881

AVIS.

Le 13 avril 1910, Dame Emma Rosamonde Picard, modiste, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisée à cette fin, épouse de Victor Plamondon, du même lieu, agent de billets de passage de chemin de fer, a pris contre son mari une action en séparation de biens, devant la cour supérieure siégeant en le dit district de Saint-Hyacinthe.

A. O. T. BEAUCHEMIN,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 13 avril 1910.

1871

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 5129.

Dame Rézina Villandré, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, épouse commune en biens de Dolphis Chassé, ferblantier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

P. J. ARTHUR CARDIN,

Procureur de la demanderesse.

Sorel, 23 mars 1910.

1715-2

Province de Québec, }
District de d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 118.

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par Dame Alphonsine Plante, épouse commune en biens d'Antonio Brissette, du village de Princeville, agent d'assurances, contre son dit époux.

WALSH & POISSON,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 5 avril 1910.

1777.2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 2723.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause par Dame Rose de Lima Pelletier, épouse commune en biens de Cléophas Pepin, cultivateur, de la paroisse de la Rivière des Prairies, dit district, judiciairement autorisée, Demanderesse ; contre le dit Cléophas Pepin, Défendeur.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 18 février 1910.

1403.5

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court*
No. 3048.

Dame Noémi Angers, wife common as to property of Stanley Tremblay, both of Hébertville Station, duly authorized, has instituted an action for separation as to property against the said Stanley Tremblay, this 7th day of April, 1910

ELZ. LEVESQUE,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 7th April, 1910.

1848

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dame Rose-Delima *alias* Rosa Papin, wife common as to property of Philias Lamothe, shoemaker, of the village of Contrecoeur, in the district of Richelieu, duly authorized to *ester en justice* by the judge for the purposes hereof,

Plaintiff ;

vs

The said Philias Lamothe, shoemaker, of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that the aforesaid plaintiff has instituted against the aforesaid defendant an action for separation as to property.

GEOFFRION & GOYETTE,

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 13th April, 1910.

1882

NOTICE.

On 13th April, Dame Emma Rosamonde Picard, milliner, of the city and district of Saint Hyacinth, duly authorized for the end hereof, wife of Mr. Victor Plamondon, railway tickets agent, of the same place, has instituted an action for separation as to property against his said husband, before the superior court of Saint Hyacinth.

A. O. T. BEAUCHEMIN,

Attorney of the plaintiff.

Saint Hyacinth, 13th April, 1910.

1872

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 5129.

Dame Rézina Villandré, of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, district of Richelieu, wife common as to property of Dolphis Chassé, tinman, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

P. J. ARTHUR CARDIN,

Attorney for plaintiff.

Sorel, 23rd March, 1910.

1716

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court*
No. 118.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by Dame Alphonsine Plante, wife common as to property of Antonio Brissette, of the village of Princeville, insurance agent, against her said husband.

WALSH & POISSON,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 5th April, 1910.

1778

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2723.

A suit for separation as to property has been instituted in this cause by Dame Rose de Lima Pelletier, wife common as to property of Cléophas Pepin, farmer, of the parish of Rivière des Prairies, said district, judicially authorized, Plaintiff ; against the said Cléophas Pepin, Defendant.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,

Attorneys for defendant.

Montreal, 18th February, 1910.

1404

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4739.

Dame Philomène Raiche, de la ville de Berthier, dûment autorisée aux fins des présentes, épouse commune en biens de Isidore Tanguay, boucher, de la dite ville, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Isidore Tanguay.

VICTOR ALLARD,
Avocat de la dite demanderesse.
Joliette, 23 mars 1910. 1633.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3905.

Dame Suzan Gore, épouse commune en biens de Thomas Waldron, épiciier, de la ville de Verdun, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Thomas Waldron, épiciier, de la ville de Verdun, district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 mars 1910.

MCAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 26 mars 1910. 1637.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1253.

Dame Maria Barsalou, épouse de Domina Sicotte, de la cité et district de Montréal,
Demanderesse ;

vs

Le dit Domina Sicotte, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-quatrième jour de mars 1910.

CRESSÉ & DESCARRIES,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 mars 1910. 1671.3

Cour Supérieure.—Montreal.

Dame Alexina Laurencelle, d'Outremont, épouse de Béla Barthos, manchonnier, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux.

GEO. E. MATHIEU,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 17 mars 1910. 1481.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3077.

Dame Sarah Newton, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de George F. Macdonald, gentilhomme, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit George F. Macdonald, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4 mars 1910.

J. P. CULLEN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 14 mars 1910. 1533.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 768.

Dame Georgiana Ouellette, épouse de Alexis Gagnon, entrepreneur menuisier, des cité et district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

MONTY & DURANLEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 7 avril 1910. 1805.2

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4739.

Dame Philomène Raiche, of the town of Berthier, duly authorized for the purposes hereof, wife common as to property of Isidore Tanguay, butcher, of the said town, has, this day, instituted a suit in separation as to property against the said Isidore Tanguay.

VICTOR ALLARD,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 23rd March, 1910. 1634

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3905.

Dame Suzan Gore, wife common as to property of Thomas Waldron, grocer, in the town of Verdun, district of Montreal, duly authorized,
Plaintiff ;

vs

Thomas Waldron, grocer, of the town of Verdun, district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property against the defendant has been taken in this case, on the 18th March, 1910.

MCAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th March, 1910. 1638

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1253.

Dame Maria Barsalou, wife of Domina Sicotte, of the city and district of Montreal,
Plaintiff ;

vs

The said Domina Sicotte, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty fourth day of March, 1910.

CRESSÉ & DESCARRIES,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th March, 1910. 1672

Superior Court.—Montreal.

Dame Alexina Laurencelle, of Outremont, wife of Béla Barthos, furrier, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

GEO. E. MATHIEU,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 17th March, 1910. 1482

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3077.

Dame Sarah Newton, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George F. Macdonald, gentleman, of the same place, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said George F. Macdonald, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 4th day of March, 1910.

J. P. CULLEN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th March, 1910. 1534

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 768.

Dame Georgiana Ouellette, wife of Alexis Gagnon, joiner contractor, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th April, 1910. 1806.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1175.

Dame Elizabeth Alice McIntosh, des cité et district de Montréal et province de Québec, épouse commune en biens de Lorne McDougall Cairnie, du même lieu, entrepreneur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Lorne McDougall Cairnie, Défendeur.

Le 14e jour de mars 1910, la demanderesse a inaitué une action en séparation de biens contre le défendeur.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 16 mars 1910. 1463.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 495.

Dame Elodie Rivet, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a pris une action en séparation de biens contre Médard Caisse, du même lieu.

V. F. JASMIN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 11 mars 1910. 1483.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Evelina Trudeau, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Barbeau, menuisier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Joseph Barbeau, du même lieu, Défendeur

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, ce jour.

G. EMILE DEPOCAS,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 15 décembre 1909. 1803.2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de F. Bengough Jones, Failli.
Avis est par le présent donné que, le 11e jour d'avril 1910, par ordre de la susdite cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli. Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées dans mon bureau sous un mois de cette date.

G. C. McDONALD,
Bureau : C/o Fleet & Co., Curateur.
157 rue St-Jacques, Montréal.
Montréal, 11 avril 1910. 1849

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Gédéon Forest, hôtelier, des cité et district de Montréal, Insolvable ;

et
Oscar Barrette, comptable, des cité et district de Montréal, Requérant.

Avis est par les présentes donné que le dit débiteur insolvable a, fait ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district.

PAUL L. TURGEON,
Sub.-gardien provisoire.
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 13 avril 1910. 1875

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1175.

Dame Elizabeth Alice McIntosh, of the city and district of Montreal and province of Quebec, wife common as to property of Lorne McDougall Cairnie, of the same place, contractor, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said Lorne McDougall Cairnie, Defendant.

The plaintiff has, this 14th day of March, 1910, taken an action for separation as to property against the defendant.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 16th March, 1910. 1464

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 495.

Dame Elodie Rivet, wife common as to property of Médard Caisse, contractor, of the city and district of Montreal, and duly authorized, Plaintiff ; vs the said Médard Caisse, Defendant.

The plaintiff has, this 11th March, 1910, taken an action for separation as to property against the defendant.

V. F. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 11th March, 1910. 1484

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Mrs. Evelina Trudeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Barbeau, carpenter, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said Joseph Barbeau, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted in this case by the plaintiff.

G. EMILE DEPOCAS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th December, 1909. 1804

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of F. Bengough Jones, Insolvent,
Notice is hereby given that, on the 11th day of April, 1910, by order of the above court, I was appointed curator to this estate. Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

G. C. McDONALD,
Office : C/o Fleet & Co., Curator.
157, Saint James street, Montreal.
Montreal, 11th April, 1910. 1850

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Gédéon Forest, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Insolvent ;

and
Oscar Barrette, accountant, of the city and district of Montreal, Petitioner.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotaire of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district.

PAUL L. TURGEON,
Sub. provisional guardian.
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 13th April, 1910. 1775

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No 158.
In re Alfred Paquette, Sainte-Thérèse.
 Insolvable.
 Avis est par les présentes donné que, le 9e jour
 d'avril 1910, par ordre de la cour, j'ai été nommé
 curateur aux biens de la dite faillite.
 Les réclamations assermentées, doivent être produites
 à mon bureau sous un mois de cette date.
 A. LAMARCHE,
 Curateur.
 625, Bâtisse Coristine,
 Montréal, 13 avril 1910. 1879

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 85.
In re J. P. Liboiron, Dalhousie Station,
 Insolvable.
 Avis est par les présentes donné que, le 12ième
 jour d'avril 1910, par ordonnance de la cour, j'ai été
 nommé curateur aux biens de la dite faillite.
 Les réclamations assermentées doivent être produites
 à mon bureau sous un mois de cette date.
 AMEDEV LAMARCHE,
 Curateur.
 Chambre 625, Édifice Coristine.
 Montréal, 13 avril 1910. 1877

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re David Lamoureux, hotelier, des cité et dis-
trict de Montréal, Insolvable ;
 et
 Perron, Taschereau, Rinfret & Genest, avocats, des
 cité et district de Montréal, Requéranes.
 Avis est par ces présentes donné que le dit débi-
 teur insolvable a fait, ce jour, un abandon judi-
 ciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers,
 au bureau du protonotaire de la cour supérieure
 pour le district de Montréal, à Montréal dit dis-
 trict.

P. L. TURGEON,
 Sub-gardien provisoire.
 Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier,
 Montréal.
 Montréal, 18 avril 1910. 1873

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Miss Minnie O'Neil, marchande, des cité et
district de Montréal, Insolvable ;
 et
 P. L. Turgeon, comptable, des cité et district de
 Montréal, Requéranes.
 Avis est par les présentes donné que le dit débi-
 teur insolvable a fait, ce jour, un abandon judi-
 ciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créan-
 ciers, au bureau du protonotaire de la cour supé-
 rieure pour le district de Montréal, à Montréal,
 dit district.

P. L. TURGEON,
 Sub. gardien provisoire.
 Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier, Montréal.
 Montréal, 8 avril 1910. 1817

Vente par Curateur.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
 No 50.
 C. E. St-Onge, Louiseville, Failli ;
 et
 Sylviano Dugal, Curateur.
 1° Un emplacement situé en la ville de Loui-
 seville, connu et désigné sous le numéro six cent qua-

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 158.
In re Alfred Paquette, Sainte Thérèse,
 Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 9th day of April,
 1910, by order of the court, I have been appointed
 curator to this estate.
 Sworn claims must be fyled at my office withih
 one month from this date.
 A. LAMARCHE,
 Curator.
 625, Coristine building,
 Montreal, 13th April, 1910. 1880

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 85.
In re J. P. Liboiron, Dalhousie Station,
 Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 12th day of
 April, 1910, by order of the court, I have been
 appointed curator to this estate.
 Sworn claims must be filed at my office within
 one month from this date.
 AMEDEV LAMARCHE,
 Curator.
 Room 625, Coristine Building.
 Montreal, 13th April, 1910. 1878

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re David Lamoureux, hotelkeeper, of the city
and district of Montreal, Insolvent ;
 and
 Perron, Taschereau, Rinfret & Genest, lawyers, of
 the city and district of Montreal, Petitioners.
 Notice is hereby given that the said insolvent has,
 this day, made a judicial assignment of all his prop-
 erty for the benefit of his creditors, at the protho-
 notary's office of the superior court for the dis-
 trict of Montreal, at Montreal, said district.

P. L. TURGEON,
 Sub-provisional guardian.
 Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier,
 Montreal.
 Montreal, 13th April, 1910. 1874

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Miss Minnie O'Neil, merchant, of the city
and district of Montreal, Insolvent ;
 and
 P. L. Turgeon, accountant, of the city and district
 of Montreal, Petitioner.
 Notice is hereby given that the said insolvent
 has, this day, made a judicial assignment of all
 her property for the benefit of her creditors, at the
 office of the prothonotary of the superior court for
 the district of Montreal, at Montreal, said district.

P. L. TURGEON,
 Sub. provisional guardian.
 Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François-Xavier, Montreal.
 Montreal, 8th April, 1910. 1818

Sale by Curator

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.
 No. 60.
 C. E. St. Onge, Louiseville, Insolvent ;
 and
 Sylviano Dugal, Curator.
 1. An emplacement situate in the town of Loui-
 seville, known and designated under number six

tre-vingt-quatorze (694), du cadastre officiel de la ville de Louiseville, contenant soixante douze perches et deux cent vingt pi-ds en superficie de forme irrégulière, borné en front par la rue Saint-Laurent et par les numéros 692, 693, du même cadastre, en profondeur partie de la rue Sainte-Marie et partie par le lit de l'ancien ruisseau qui le sépare du numéro 686, d'un côté par Georges Caron et Dame Veuve Xavier Lambert, et de l'autre côté à l'ouest par le lit du ruisseau précipité et le numéro 693 — avec une maison en briques occupée comme hôtel, et autre dépendances y érigées. Sujet à un droit de passage consenti par L. P. Fortin à Joseph Jasmin reçue devant J. A. Barrette, notaire, le 13 août 1907, et enregistrée le 3 septembre suivant sous le numéro 30193, du registre B, volume 45, tant à pied qu'en voitures, sur et affectant une partie du lot 694, sur une largeur de 10 pieds et sur une profondeur de 104 pieds, longeant tout le lot No. 693, à partir du chemin de la rue Saint-Laurent. Sujet le dit emplacement à toute autre servitudes mentionnées au certificat d'hypothèque ;

2° Un lopin de terre situé en la ville de Louiseville, faisant partie du numéro six cent quatre-vingt-six, du dit cadastre de Louiseville, contenant l'étendue de terrain borné comme suit : au nord par la rue Sainte-Marie, à l'ouest par Hector Fiset propriétaire du reste du dit numéro, à l'est et au sud par un ruisseau qui le sépare du terrain en premier lieu décrit ;

3° Un autre terrain situé en la dite ville de Louiseville, connu et désigné sous le numéro six cent quatre-vingt-treize, du cadastre de cette ville, à distraire le ce terrain la partie vendue à Joseph Jasmin ;

4° Un autre terrain situé en la ville de Louiseville, connu et désigné sous le numéro sept cent cinquante-huit du cadastre de cette ville, faisant l'encoignure des rues Saint-Marc et Sainte-Marie ;

5° Une terre à bois située dans la paroisse de Saint-Léon, concession Barthélemi, côté sud-ouest portant le numéro 60 I du cadastre officiel de cette paroisse, contenant un arpent et trois quart de large, sur dix neuf et demie de profondeur ;

6° Un hypothèque créé par et en vertu d'une vente consentie par le dit Charles Edouard St-Onge à Philias Augé, reçu devant J. A. Coutu, notaire, le 16 avril 1909, et enregistrée le 3 juin suivant, sous le numéro 31330, du registre B, volume 47, étant pour garantir au vendeur le montant d'une somme de cinq mille deux cent piastres, payable à ce dernier comme suit : \$350.00 le 4 août 1910, \$400.00 le 4 août 1911, \$450.00 le 4 août 1912, ensuite cinq paiements annuels de \$500.00 chacune des années subséquentes et la balance le 4 août mil neuf cent dix-huit, le tout productif d'intérêt à raison de 6% par an payable le 4 août de chaque année, affectant à des conditions déterminées à la vente le numéro cinq cent quatre-vingt-treize du cadastre officiel de la ville de Louiseville.

Pour être vendus à la place d'affaires du failli, sur la rue Saint-Laurent, en la ville de Louiseville, le VINGT-SIXIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent dix, à UNE heure et DEMIE de l'après-midi.

S. DUGAL,
Curateur.

Trois-Rivières, 26 mars, 1910. 1587.2
[Première publication, 26 mars, 1910.]

hundred and ninety four (684), of the official cadastre of the town of Louiseville, containing seventy two perches and two hundred and twenty feet in superficies, of irregular outline ; bounded in front by Saint Laurent street and by numbers 692, 693, of the same cadastre, in depth partly by Sainte Marie street and partly by the bed of the farmer stream which divides it from No. 684, on one side Georges Caron and Dame widow Xavier Lambert, and on the other side to the west by the bed of the precipitous stream and number 693—with a brick house occupied as an hotel and other dependencies thereon erected. Subject to right of a way consented by L. P. Fortin to Joseph Jasmin, received before J. A. Barrette, notary, on the 13th August, 1907, and registered on the 3rd September following, under number 30193, of register B, volume 45, both for pedestrians and vehicles, on and effecting a part of lot 694 for a width of 10 feet and for a depth of 104 feet along the whole of lot No. 693, from the road of Saint Laurent street. The said amplacement is subject to all the other servitudes mentioned in the mortgage deed.

2. A piece of land situate in the town of Louiseville, forming part of number six hundred and eighty six of the said cadastre of Louiseville, containing the extent of ground bounded as follows : On the north by Sainte Marie street, on the west by Hector Fiset, proprietor of the remainder of the said number, on the east and south by a stream which separates it from the land firstly described.

3. Another lot of land situate in the said town of Louiseville known and designated under number six hundred and ninety three of the cadastre of said town, to be withdrawn from such lot the part sold to Joseph Jasmin.

4. Another lot of land situate in the town of Louiseville, known and designated under number seven hundred and fifty eight of the cadastre of said town, forming the corner of Saint Marc and Sainte Marie streets.

5. A wooded land situate in the parish of Saint Leon, Barthelemi concession, south west side bearing number 60 I of the official cadastre of said parish, containing one arpent and three quarters in width by nineteen and a half in depth.

6. A mortgage created by and virtue of a sale consented by the said Charles Edouard St Onge to Philias Augé, passed before J. A. Coutu, notary, on the 16th April, 1909 and registered on the 3rd June following, under number 31333 of Register B, Volume 47, being to secure to the seller the amount of the sum of five thousand two hundred dollars, payable to the latter as follows : \$350.00 on the 4th August, 1910, \$400.00 on the 4th August, 1911, \$450.00 on the 4th August, 1912, then five annual payments of \$500.00 each for the following years and the balance on the 4th August, 1918, all to bear interest at the rate of 6% per annum payable on the 4th August of every year. Affecting on conditions established at the sale, number six hundred and ninety three of the official cadastre of the town of Louiseville.

To be sold at the place of business of the insolvent, on Saint Laurent street, in the town of Louiseville, on the TWENTY-SIXTH day of the month of APRIL, 1910, at HALF PAST ONE o'clock in the afternoon.

S. DUGAL,
Curator,

Three Rivers, 26th March, 1910. 1588
[First published, 26th April, 1910.]

Ordre de Cour

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour de Circuit.*
 Le 9ième jour d'avril 1910.
 F. A. Kennedy, Demandeur ;
 vs
 G. N. Pearce, Défendeur ;
 et
 T. P. Streeter *et al.*, ès-qual., Tiers-saisi.
 Sur ordre de l'honorable juge M. Hutchinson, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit George B. Pearce, de la cité de Springfield, dans l'état du Massachusetts, un des états unis d'Amérique, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de la cour pour ce district, à Sherbrooke, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.
 G. L. DE LOTTINVILLE,
 1861 Greffier de la cour de circuit.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **IN RE J. ALBERT**
 No 242 } **HAMEL**, insolvable,
 et J. NATHANIEL POIRIER, curateur.

Un emplacement situé à Victoriaville, au coin des rues Notre-Dame et des Champs, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel de la partie de ce canton, formant la paroisse de Sainte Victoire, sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (286), contenant environ quarante-huit pieds de front sur environ cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur ; tenant en front à la rue Notre-Dame, et aboutissant en profondeur à Edmond Perrault ou ses représentants, joignant du côté est à la corporation de la ville de Victoriaville, représentant Achille Gagnon, et de l'autre côté à la rue Deschamps—avec deux maisons, dont une comprenant magasin, et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Arthabaska, 11 avril 1910. 1841
 [Première publication, 16 avril 1910]

Ventes par le Shérif—Beauce

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir : } **JOSEPH PICARD**, Deman-
 No 1140 } deur saisi ; contre LA
 CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-
 LEON DE STANDON, Défenderesse saisissante.

Order of the Court

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Circuit Court.*
 The 9th day of April, 1910.
 F. A. Kennedy, Plaintiff ;
 vs
 G. N. Pearce, Defendant ;
 and
 T. P. Streeter *et al.*, *es qual.*, Garnishees.
 Upon order of Honorable judge Hutchinson given this day, and seeing the allegation of the insolvency of the said George B. Pearce, of the city of Springfield, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, defendant, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims are now called on to file same in this cause, at the office of the clerk of the circuit court of this district, at Sherbrooke, within fifteen days of the date of the first insertion of the present notice, in the "Quebec Official Gazette," in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.
 G. L. DE LOTTINVILLE,
 1862 Clerk of the circuit court.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **IN RE J. ALBERT HA-**
 No. 242. } **MEL**, insolvent ; and J.
 NATHANIEL POIRIER, curator.

An emplacement in Victoriaville, at the corner of Notre Dame and Des Champs streets, being part of lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and described in the official cadastre for that part of said township, forming the parish of Sainte Victoire, under number two hundred and eighty six (286), containing about forty eight feet in front by about one hundred and ninety two feet in depth ; bounded in front by Notre Dame street, and in the rear by Edmond Perrault or representatives, in the east side by the corporation of the town of Victoriaville, representing Achille Gagnon, and on the other side by des Champs street—with two houses, one of which include store, and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Victoire of Arthabaska, on the EIGHTEENTH day of MAY next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Arthabaska, 11th April, 1910. 1842
 [First published, 16th April, 1910]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Beauce, to wit : } **JOSEPH PICARD**, Plaintiff
 No. 1140. } seized ; against THE MU-
 NICIPAL CORPORATION OF SAINT LEON
 DE STANDON, Defendant seizing.

Les numéros six cent cinquante-sept et six cent soixante-un (657 et 661), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Léon de Standon—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léon de Standon, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain 1910, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 12 avril 1910. 1837
[Première publication, 16 avril 1910.]

Numbers six hundred and fifty seven and six hundred and sixty one (657 and 661), of the official cadastre for the parish of Saint Léon de Standon—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Léon de Standon, on the SEVENTEENTH day of MAY next, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 12th April, 1910. 1838
[First published, 16th April, 1910.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } **Z**ULMA PREVILLE,
No 1851. } Demanderesse; vs
NICEPHORE SAUVÉ,
Défendeur, et J. ARTHUR LAPOINTE, curateur
au délaissement.

Un lot de terre ou emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix (290), du cadastre de la ville de Salaberry de Valleyfield, contenant toute la largeur du dit lot sur cinquante pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par une rue appelée Saint-Lambert, au sud par parti du même numéro; cette partie vendue à Mathias Aubin, suivant acte de vente à lui consentie par Dame veuve Ambroise Plante, le dit acte passé par Zéphirin Boyer, notaire, enregistré sous numéro 33236, à l'est par une rue actuellement connue sous le nom de rue Cathédrale, et à l'ouest par le numéro trois cent un (301)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 12 avril 1910. 1859
[Première publication, 16 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } **T**HOMAS OVANS,
No 1821. } Demandeur; contre
CONRAD PREGENT,
Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Ormstown, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie de Ormstown, sous le numéro deux cent quarante-deux (242)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, MERCREDI le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1910), à QUATRE heures de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 19 mars 1910. 1537.2
[Première publication, 26 mars 1910.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } **Z**ULMA PREVILLE,
No 1851. } Plaintiff; vs NICE-
PHORE SAUVÉ, De-
fendant, and J. ARTHUR LAPOINTE, curator
to the surrender.

A lot of land or emplacement known and designated as forming part of lot number two hundred and ninety (290) of the cadastre of the town of Salaberry de Valleyfield, comprising the whole width of the said lot by fifty feet in depth, more or less; bounded in front by a street called Saint Lambert, on the south by portion of the same number, such portion being sold by Mathias Aubin, by deed of sale made in his favor by Dame widow Ambroise Plante, the said deed being made by Zéphirin Boyer, notary, and registered under number 33236, on the east by a street now known under the name of Cathedral street, and on the west by number three hundred and one (301)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the court house of the city of Salaberry de Valleyfield, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 12th April, 1910. 1860
[First published, 16th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } **T**HOMAS OVANS,
No 1821. } Plaintiff; against
CONRAD PREGENT,
Défendeur.

A lot situate in the village of Ormstown, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, under number two hundred and forty two (242)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, on WEDNESDAY, the TWENTY SEVENTH day of APRIL next (1910), at FOUR o'clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 19th March, 1910. 1538
[First published, 26th March, 1910.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **FIDÈLE BLOUIN**, De-
No 2909. } mandeur ; contre **VIL-
LENEUVE ET AL.** Défendeurs.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro deux cent soixante et seize, au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, mesurant cent quatre pieds de largeur du sud au nord, sur environ deux cent huit pieds de profondeur de l'ouest à l'est, et borné comme suit : en front à l'ouest à l'avenue Montcalm, au nord à la partie nord du même lot 276, suivant une ligne parallèle au terrain réservé pour la rue Racine et distante de 104 pieds de ce terrain, vers l'est, au terrain de Jos. Ed. Savard, et vers le sud, partie au lot 343 et partie au lot 343-2, du même cadastre—avec bâtisses et dépendances ; sauf à distraire la partie de cet emplacement vendue par L. J. Savard à Gilbert Carrier ; bornée à l'ouest et au sud à une ligne parallèle aux pans ouest et au sud du hangar de ce dernier et distance de neuf pieds de ce hangar, et vers l'est à la ligne du chemin mitoyen longeant de ce côté la propriété du dit Gilbert Carrier.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le **VINGT-SIXIÈME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 22 mars 1910. 1569-2
[Première publication, 26 mars 1910.]

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **BRANTFORD CO R-**
No 2985. } **DAGE CO., LIMITED,**
Demanderesse ; contre **PLACIDE JALBERT ET**
AL. Défendeurs.

La moitié sud-est numéro un, du deuxième rang du canton Demeules ; bornée au nord-est au premier rang, au sud-ouest au chemin public, au sud-est à la route, au nord-ouest à l'autre moitié du lot.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, le **VINGT-HUITIÈME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 22 mars 1910. 1571.2
[Première publication, 26 mars 1910.]

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—Quebec.*

Chicoutimi, à savoir : } **N. BELLEAU & CIE,**
No 3013. } **G.** de Québec, Deman-
deurs ; contre **ALBERT NAUD ET AL.**, de Saint-
Félicien, Défendeurs.

1° Un certain terrain ou lopin de terre mesurant un arpent et six perches et un quart de front sur vingt-huit arpents de profondeur, comprenant la partie nord-ouest du lot numéro un, du troisième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Demeules ; borné par le front au nord-est au deuxième rang, par l'autre bout au quatrième rang ; tenant du côté nord-ouest au lot numéro deux A, et du côté sud-est au reste du dit lot premier.

2° Un autre terrain mesurant un arpent une perche et un quart de front sur vingt-huit arpent de profondeur, comprenant et étant la partie sud-est du lot numéro deux A, des plan et livre de renvoi

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
times and place mentioned below.

FIERI FACIAS.*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **FIDÈLE BLOUIN**,
No. 2909. } Plaintiff ; against **VIL-
LENEUVE ET AL.** Defendants.

All the piece of land or emplacement forming part of lot number two hundred and seventy six, on the official cadastre of the town of Chicoutimi, measuring one hundred and four feet in width from south to north, by about two hundred and eight feet in depth from west to east, and bounded as follows : in front to the west by Montcalm avenue, on the north by the northern part of the same lot 276, following a parallel line with the land reserved for Racine street and at a distance of 104 feet from such land, on the east by the lot of Jos. Ed. Savard, and on the south partly by lot 343 and partly by lot 343-2 of the same cadastre—with buildings and dependencies ; except to withdraw the part of such emplacement sold by L. J. Savard to Gilbert Carrier ; bounded on the west and south by a parallel line with the west and south sides of the shed of the latter and at a distance of nine feet from such shed, and on the east by the line of the mitoyen road running along that side of the property of the said Gilbert Carrier.

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the **TWENTY SIXTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff Office, Sheriff.
Chicoutimi, 22nd March, 1910. 1570
[First published, 26th March, 1910.]

FIERI FACIAS.*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **BRANTFORD CORDAGE**
No. 2985. } **CO., LIMITED,** Plaintiff ;
against **PLACIDE JALBERT ET AL.** Defendants.

The south east half number one, of the second range of the township Demeules ; bounded on the north east by the first range, on the south west by the public road, on the south east by the by-road, on the north west by the other half of the lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félicien, on the **TWENTY-EIGHTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 22 nd March, 1910. 1572
[First published, 26th March, 1910.]

FIERI FACIAS.*Superior Court.—Quebec.*

Chicoutimi, to wit : } **N. BELLEAU & CIE,**
No 3013. } **G.** of Quebec, Plaintiffs ;
against **ALBERT NAUD ET AL.**, of Saint-Félicien,
Defendants.

1. A certain lot or piece of land measuring one arpent and six perches and one quarter in front by twenty eight arpents in depth, comprising the north west portion of lot number one, of the third range on the official cadastral plan and book of reference of the township Demeules ; bounded in front to the north east by the second range, on the other end by the fourth range, on the north west side by lot number two A, and on the south east side by the remainder of the said lot number one.

2. Another lot measuring one arpent one perch and a quarter in front by twenty eight arpents in depth, comprising and being the south east part of lot number two A, of the cadastral plan and book

officiels du cadastre du troisième rang du canton Demeules ; borné par le front au nord-est au deuxième rang, par l'autre bout au sud-ouest au quatrième rang, tenant du côté nord-ouest au reste du dit lot 2 A, et du côté sud-est au terrain sus-désigné.

3° Un autre terrain mesurant huit perches et trois quarts de largeur, plus ou moins, sur un arpent de profondeur, faisant partie du dit lot numéro un du troisième rang, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Demeules ; borné par le front au nord-est au chemin de front du dit rang, au sud-ouest à Philibert Lachance, par le côté sud-est à Albert Naud, et par le côté nord-ouest au terrain en premier lieu désigné—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 22 mars 1910. [Première publication, 26 mars 1910.]

EDM. SAVARD,

Shérif.
1873.2

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **JOSEPH SYLVESTRE ES-QUALITÉ, Demandeur ; vs. J. T. PARADIS, Défendeur, et JOSEPHAT LAVERDURE, tiers-saisi.**

1° Un lot de terre numéro vingt-huit A (28 A), du onzième rang du canton de Rawdon, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du dit canton—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un lopin de terre faisant partie du lot numéro cinquante-quatre A (54 A), du premier rang du canton Chertsey, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Chertsey, contenant le dit lopin de terre environ dix arpents en superficie ; tenant d'un côté à John Churchfield ou ses représentants, de l'autre côté à partie du dit lot No 54 A, d'un bout à Thomas McCabe ou ses représentants, et de l'autre bout au canton de Rawdon.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Joliette, 11 avril 1910. [Première publication, 16 avril 1910.]

Shérif.
1851

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **DAME AGLAËE CHAPUT, No 4690. veuve de feu Louis Lamarche, Demanderesse ; vs GEORGES LAFRANCHISE, Défendeur.**

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, district de Joliette, faisant partie du lot numéro cent vingt-sept (127), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Roch, la dite partie du No officiel 127 ; bornée et désignée comme suit, savoir : Toute cette partie du dit numéro officiel 127 est bornée au nord par le No. 69, propriété de Isidore Dagenais, représentant Louis Gendreau, au sud par l'autre partie du No 127, appartenant à Andrew Ewan ou représentant, à l'ouest par le No officiel 126, et à l'est par le No

of reference of the third range of the township Demeules ; bounded in front to the north east by the second range, on the other end to the south west by the fourth range, on the north west side by the remainder of the said lot 2 A, and on the south east side by the above described lot.

3. Another lot measuring eight perches and three quarters in width, more or less, by one arpent in depth, forming part of the said lot number one of the third range on the official cadastral plan and book of reference of the township Demeules ; bounded in front to the north east by the front road of the said range, on the south west by Philibert Lachance, on the south east side by Albert Naud, and on the north west side by the lot firstly described—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félicien, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Chicoutimi, 22nd March, 1910. [First published, 26th March, 1910.]

EDM. SAVARD,

Sheriff.
1574

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **JOSEPH SYLVESTRE ES-QUALITÉ, Plaintiff ; against J. T. PARADIS, Defendant, and JOSEPH LAVERDURE, garnishee.**

1. A lot of land being number twenty eight A (28 A), of the eleventh range of the township of Rawdon, on the official plan and book of reference of the cadastre of part of the said township—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land forming part of lot number fifty four A (52 A), of the first range of the township of Chertsey, on the official plan and book of reference of the said township of Chertsey, the said piece of land containing about ten arpents in superficies ; adjoining on one side John Churchfield or his representatives, on the other side part of said lot No. 54 A, on one end Thomas McCabe or his representatives, and on the other end the township of Rawdon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrick de Rawdon, on the SEVENTEETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Joliette, 11th April, 1910. [First published, 16th April, 1910.]

A. M. RIVARD,

Sheriff.
1852

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **DAME AGLAËE CHAPUT, No. 4690. widow of the late Louis Lamarche, Plaintiff ; vs GEORGES LAFRANCHISE, Defendant.**

1. A lot of land situate in the parish of Saint-Roch de l'Achigan, district of Joliette, forming part of lot number one hundred and twenty-seven (127), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Roch, the said part of official No. 127 is bounded and designated as follows, to wit : All such part of the said official number 127 is bounded on the north by No. 69, the property of Isidore Dagenais, representing Louis Gendreau, on the south by the other part of No. 127, belonging to Andrew Ewan or representative, on the west by

129; la dite partie du No 127 ci-dessus décrite comprenant un arpent et demi de front sur dix arpents de profondeur.

2° Une terre en culture située en la paroisse de Saint-Roch, comprenant les lots de terre connus et désignés comme suit, savoir: Une partie du dit lot de terre portant le No 64, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Roch, la dite partie de No 64 bornée au sud à une coulée qui la sépare de l'autre partie du dit lot 64, appartenant à Dame Zoé Martel, veuve de Georges Lamarche, au nord à la rivière Achigan, d'un côté à l'est au No 63, et de l'autre côté à l'ouest au No 67; la dite partie de No 64 appartenant au défendeur, contenant environ un arpent de front sur dix arpents de profondeur, comprenant en outre de la partie du No 64 ci-dessus désignée, Nos 65, 66 et 67, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Roch.

Par ordonnance de l'honorable F. O. Dugas, juge de la cour supérieure, en date du 9 avril 1910, il a été ordonné que cette terre, savoir: la partie du No 64, ci-dessus décrite, et les dits Nos 65, 66 et 67 soient saisis, annoncés et vendus en bloc et comme un seul tout, en vertu de l'article 754 du code de procédure civile.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif.

Joliette, 12 avril 1910.

[Première publication, 16 avril 1910.]

Shérif.

1853

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } JOSEPH SYLVESTRE, }
No 4651. } ES-QUALITÉ, Demandeur; }
contre JOSEPH THEODORE PARADIS ET AL, }
Défendeurs. }

1° Un lot de terre numéro quinze B (15 B), du neuvième rang du canton Rawdon, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du dit canton.

2° Un moulin à scie avec tous ses accessoires, érigé sur le lot de terre numéro quinze A, du dit neuvième rang du dit canton, d'après les dits plan et livre de renvoi officiels, avec droit dans un chemin sur le dit lot No 15 A, pour communiquer de la voie publique au dit moulin.

3° Un lopin de terre contenant environ cinquante acres en superficie; borné au sud-est par la décharge du lac Brennan, au nord-est par Dame veuve Magloire Venne ou ses représentants, au nord-ouest et au sud-ouest par Joseph Venne ou ses représentants—avec maison, grange et autres dépendances, connu comme étant une partie sud-ouest du lot de terre numéro seize A, du dit neuvième rang du dit canton, d'après les dits plan et livre de renvoi officiels.

4° Les lots de terre numéros quinze B, seize A, seize B, et environ un tiers sud-est du lot numéro quinze A, du dixième rang du dit canton, d'après les dits plan et livre de renvoi officiels.

5° Un lopin de terre contenant environ quarante acres en superficie; borné en front par le 10ème rang du dit canton, en arrière et du côté sud-ouest par les terres de la Couronne, au sud-est par un chemin conduisant au lac Clair, et situé entre ce lopin de terre et celui de Edmond Grenier ou ses représentants, connu comme étant une partie sud-ouest du lot numéro seize B, du onzième rang du dit canton, d'après les dits plan et livre de renvoi officiels.

6° La moitié sud-ouest du lot de terre numéro dix-neuf, du dit onzième rang du dit canton, d'après les plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-

official No. 126, and on the east by No. 129; the said part of the No. 127 above described comprises one arpent and a half in front by ten arpents in depth.

2. A farm land situate in the parish of Saint-Roch, comprising the lots of land known and designated as follows, to wit: A part of the said lot of land bearing No. 64, on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Roch, the said part of No. 64 is bounded on the south by a coulée which separates it from the other part of the said lot 64, belonging to dame Zoé Martel, widow of George Lamarche, on the north by the river Achigan; on one side to the east by No. 63, and on the other side to the west by No. 67; the said part of No. 64 belonging to the defendant, containing about one arpent in front by ten arpents in depth, comprising besides the part of No. 64 hereabove described, the lots Nos. 65, 66 and 67, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Roch.

By an ordinance of the Honorable F. O. Dugas, judge of the superior court, dated the 9th of April, 1910, it was ordered that the said farm, namely: the part of No. 64, hereabove described, and the said Nos 65, 66 and 67 be seized, advertised and sold in block and as a single lot, under article 754 of the code of civil procedure.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Roch de l'Achigan, on the NINETEENTH day of the month of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office.

Joliette, 12th April, 1910.

[First published, 16th April, 1910.]

Sheriff.

1854

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } JOSEPH SYLVESTRE ES- }
No 4651. } QUALITÉ, Plaintiff; against }
JOSEPH THEODORE PARADIS ET AL, }
Defendants. }

1. A lot of land being number fifteen B (15 B), of the ninth range of the township of Rawdon, on the official plan and book of reference of the cadastre part of the said township.

2. A saw-mill with all its accessories erected on the lot of land number fifteen A, of the said ninth range of the said township, on the said official plan and book of reference, with right in a road on the said lot No. 15 A, to communicate from the public road with the said mill.

3. A piece of land containing about fifty acres in superficies; bounded on the south east by the discharge of Lake Brennan, on the north east by Dame widow Magloire Venne or her representatives, on the north west and south west by Joseph Venne or his representatives—with house, barn and other dependencies, known as being a south west part of lot number sixteen A, of the said ninth range of the said township, on the said official plan and book of reference.

4. The lots of land numbers fifteen B, sixteen A, sixteen B, and about a south west third of lot number fifteen A, of the tenth range of the said township, on the said official plan and book of reference.

5. A parcel of land containing about forty four acres in superficies; bounded in front by the 10th range of the said township, in the rear and on the south west side by the Crown lands, on the south east by a road leading to Lake Clair, and situate between the said parcel of land and that of Edmond Grenier or his representatives, known as being a south west part of lot number sixteen B, of the eleventh range of the said township, according to the said official plan and book of reference.

6. The south west half of the lot of land number nineteen, of the said eleventh range of the said township, according to the said official plan and book of reference.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Saint Patrice de Rawdon, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Joliette 11 avril 1910. 1855
[Première publication, 16 avril 1910].

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.
Fraserville, à savoir : } DAME AUGUSTA GENE-
No 4302. } NEREUX, épouse séparée de biens d'Auguste Painchaud, voyageur de de commerce, de la ville de Fraserville, et le dit Auguste Painchaud, pour assister et autoriser sa dite épouse, mis en cause, Demandeurs ; contre DAME VITALE VIGNAULT, épouse commune en biens d'Alphonse Lucas, de la paroisse de Saint-Georges de Cacouna, en sa qualité de curatrice au dit Alphonse Lucas, interdit pour ivrognerie, Défenderesse.

1° Un emplacement sis et situé dans le village de Saint-Georges de Cacouna ; borné au nord-est à Hérode Côté, au nord et au sud ouest à Ulric Michaud, et au sud au chemin public du premier rang, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Temiscouata, pour le dit village de Saint-Georges de Cacouna, sous le numéro vingt-trois (No 23)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances

2° Un autre emplacement situé dans le dit village de Saint-Georges de Cacouna ; borné au sud à Thomas Michaud, au sud-ouest à Thomas Dionne, au nord au chemin public du premier rang, et au sud-est à la route appelée route de l'Eglise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Temiscouata pour le dit village de Saint-Georges de Cacouna, sous le numéro vingt-neuf (No 29)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de Saint Georges de Cacouna, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 23 mars 1910. 1597-2
[Première publication, 26 mars 1910.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Quebec.
Montmagny, à savoir : } JOSEPH HUDSON,
No 1782. } autrefois de Saint-Philémon, actuellement à Montréal, Demandeur ; vs LA SOCIÉTÉ DE FABRICATION DE BEURRE No DEUX DE LA PAROISSE DE SAINT-PHILEMON, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires à Saint-Philémon, Défenderesse.

Saint Patrice de Rawdon, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 11th April, 1910. 1856
[First published, 16th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Fraserville, to wit : } DAME AUGUSTA GENE-
No. 4302. } REUX, wife separated as to property of Auguste Painchaud, commercial traveller, of the town of Fraserville, and the said Auguste Painchaud, to assist and authorize his said wife, *mis en cause*, Plaintiffs ; against DAME VITALE VIGNAULT, wife common as to property of Alphonse Lucas, of the parish of Saint Georges de Cacouna, in her capacity of curatrix to the said Alphonse Lucas, interdicted for drunkenness, Defendant.

1. A lot being and situate in the village of Saint Georges de Cacouna ; bounded on the north east by Hérode Côté, on the north and on the south west by Ulric Michaud, and on the south by the public road of the first range, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Temiscouata, for the said village of Saint Georges de Cacouna, under number twenty three (23)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies

2. Another lot situate in the said village of Saint Georges de Cacouna ; bounded on the south by Thomas Michaud, on the south west by Thomas Dionne, on the north by the public road of the first range, and on the south east by the road called the Church road, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Temiscouata, for the village of Saint Georges de Cacouna, under number twenty nine (29)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold as one lot, at the church door of Saint Georges de Cacouna, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 23rd March, 1910. 1598
[First published, 26th March, 1910.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.
Montmagny, to wit : } JOSEPH HUDSON, formerly of Saint Philémon, presently of Montreal, Plaintiff ; against THE BUTTER MANUFACTURING SOCIETY No. TWO OF THE PARISH OF SAINT PHILEMON, a body politic and corporate, having its business office at Saint Philémon, Defendant.

Tous les droits que possède la société de fabrication de beurre No deux de la paroisse de Saint-Philémon, dans le comté de Bellechasse, sur un terrain faisant partie du lot numéro neuf, du rang sud-ouest chemin Mailloux, canton Mailloux, d'environ soixante pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur; borné à l'ouest au chemin Mailloux, au sud à une route public, à l'est à la rivière du Pin, au nord à Emile Beaudoin ou ses représentants—avec bâtisses dessus construites, servant à la fabrication de beurre et y compris un engin, une bouilloire, un centrifuge et tous les accessoires servant à la fabrication du beurre renfermés dans la dite bâtisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philémon, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, 1910, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 12 avril 1910. 1857
[Première publication, 16 avril 1910.]

All the rights belonging to the butter manufacturing society No. 2 of the parish of Saint-Philémon, in the county of Bellechasse, over a lot of land forming part of lot number nine, of the south west range Mailloux road, Mailloux township, of about sixty feet in front by eighty feet in depth; bounded on the west by the Mailloux road, on the south by a public road, on the east by the river du Pin, on the north by Emile Beaudoin or his representatives—with buildings thereon erected, used for the manufacture of butter including one engine, boiler, centrifugal machine and all accessories for the manufacture of butter contained in the said building, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Philémon, on the SEVENTEENTH day of MAY next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office, Shérif.
Montmagny, 12th April, 1910. 1858
[First published, 16th April, 1910.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux spécifiques tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal à savoir: } WILFRID LANCTOT, de
No 3233. } la ville de Laprairie,
district de Montréal, Demandeur; contre les terres
et tenements de MODESTE DENAULT, du même
lieu, Défendeur.

1° Une terre située dans la nouvelle augmentation du village de Laprairie, contenant environ vingt-trois arpents et trente-deux perches en superficie, plus ou moins, formant le lot numéro trois cent un (301), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie.

2° Un emplacement situé dans le village de Laprairie, sur la rue Ancien Chemin de Saint-Jean, formant partie du lot trente et un (31), des plan et livre de renvoi officiels du village de Laprairie, tel que renfermé dans les bornes suivantes: tenant devant à la dite rue Ancien Chemin Saint-Jean, en arrière au dit numéro trois cent un (301), d'un côté partie au No vingt-neuf (29), et partie au No trente (30), et de l'autre côté au dit numéro trente et un (31)—avec une maison en pierre à deux étages et autres bâtisses dessus construites; la ligne de division entre ce dernier terrain et le résidu du même lot appartenant à Onésime Brisson devant être celle qui divise les deux maisons et qui se continue en longeant les remises et écuries sur la partie sud-décrite du dit No 31, et jusqu'au dit No trois cent un (301), ces deux immeubles étant contigus et ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 13 avril 1910. 1863
[Première publication, 16 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Terrebonne.

Montréal, à savoir: } JEAN-BAPTISTE LA-
No 411. } BELLE, cultivateur, de
la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, Demandeur; contre les terres et tenements

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } WILFRID LANCTOT, of
No. 3233. } the town of Laprairie,
district of Montreal, Plaintiff; against the lands and
tenements of MODESTE DENAULT, of the
same place, Defendant.

1. A farm situate in the new addition of the village of Laprairie, containing about twenty-three arpents and thirty two perches in superficies, more or less, forming lot number three hundred and one (301), on the official plan and book of reference of the parish of Laprairie.

2. An emplacement situate in the village of Laprairie, on "Ancien Chemin de Saint-Jean" street, forming part of lot thirty-one (31), on the official plan and book of reference of the village of Laprairie, as inclosed within the following limits: abutted in front by the said "Ancien Chemin de Saint-Jean" street, in the rear by the said number three hundred and one (301), on one side partly by number twenty-nine (29) and partly by number thirty (30), and on the other side by the said number thirty-one (31)—with a two story stone house and other buildings thereon erected; the division line between the latter lot and the remainder of the same lot belonging to Onésime Brisson should be that which divides the two houses and which continues running along by the sheds and stables on the above described part of the said No. 31 and as far as the said number three hundred and one (301); the said two immovables being contiguous and forming but one and the same plot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the NINETEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 13th April, 1910. 1864
[First published, 16th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Terrebonne.

Montreal, to wit: } JEAN BAPTISTE LA-
No. 411. } BELLE, farmer, of
the parish of Sainte-Scholastique, district of Terrebonne, Plaintiff; against the lands and tenements

de EMMANUEL LACROIX, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit demandeur, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Vincent de Paul, comté de Laval, connu et désigné aux plan et livre de reavoi officiels de la dite paroisse, comme faisant partie du lot numéro onze (partie du No 11), d'une contenance de cinquante-deux pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise ; tenant devant à la rue Saint-Michel, derrière à monsieur Joseph Trudeau, d'un côté au nord-est à monsieur Alfred Perron, d'autre côté au sud-ouest à monsieur Roch Labelle—avec une maison en bois, une écurie et une remise dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 21 mars 1910. 1577-2
[Première publication, 26 mars 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal

Montréal, à savoir : } HENRI ADOLPHE MI-
No 50 } GNAULT, médecin, de
la cité et du district de Montréal, Demandeur ; vs
les terres et tenements de LOUIS A. HENRI,
SENIOR, du même lieu, Défendeur.

Un certain emplacement situé dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, composé de la partie nord-ouest de la subdivision sept cent quarante-deux (742) et de la partie sud-est de la subdivision sept cent quarante-trois (743), du lot officiel numéro onze (11), sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, contenant, la dite partie du numéro onze-sept cent quarante-deux (11-742), cinq pieds de front par une profondeur de quatre-vingt-huit pieds, mesure anglaise, et contenant aussi, la dite partie du lot numéro onze-sept cent quarante-trois (11-743), quinze pieds de front par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, formant ainsi les dites deux parties de lots susdésignés, un emplacement de vingt pieds de front par quatre-vingt huit pieds de profondeur ; borné en front par la rue Waverley, en arrière par une ruelle en commun, du côté sud-est par le résidu du dit lot numéro 11-742 et du côté nord-est par le résidu du dit lot numéro 11-743—avec toutes les bâtisses dessus construites, avec aussi le droit de mitoyenneté dans les murs des propriétés adjacentes et l'usage en commun dans la ruelle y attenant.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 23 mars 1910. 1621-2
[Première publication, 26 mars 1910.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } JELESPHORE LAMAR-
No 2512. } CHE, commerçant, de Saint-
Philippe d'Argenteuil, district de Terrebonne, Dem-
demandeur ; contre ALFRED DROUIN, de Fassett,
dans la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, dis-
trict d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

of EMMANUEL LACROIX, farmer, of the same place, Defendant.

Seized as belonging to the said plaintiff, the following immoveable, to wit :

A lot situate in the parish of Saint Vincent de Paul, county of Laval, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as forming part of lot number eleven (part of No. 11), containing fifty two feet in front by eighty feet in depth, english measure ; bounded in front by Saint Michel street, in the rear by Mr. Joseph Trudeau, on one side to the north east by Mr. Alfred Perron, and on the other side to the south west by Mr. Roch Labelle—with a wooden house, a stable and a shed thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 21st March, 1910. 1578
[First published, 26th March, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } HENRI ADOLPHE MI-
No. 50. } GNAULT, physician, of
the city and district of Montreal, Plaintiff ; vs the
lands and tenements of LOUIS A. HENRI, SENIOR,
of the same place, Defendant.

A certain lot situate in Laurier ward of the city Montreal, composed of the north west part of subdivision seven hundred and forty two (742) and of the south-east part of subdivision seven hundred and forty three (743), of official lot number eleven (11), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, county of Hochelaga, containing the said part of number eleven-seven-hundred and forty two (11-742), five feet in front by a depth of eighty eight feet, english measure, and containing also the said part of lot number eleven-seven hundred and forty three (11-743), fifteen feet in front by eighty eight feet in depth, english measure, forming thus the said two parts of lots above described an emplacement of twenty feet in front by eighty eight feet in depth ; bounded in front by Waverly street, in the rear by a lane, in common, on the south-east side by the remainder of the said lot number 11 742, and on the north-west side by the remainder of the said lot number 11-743—with all the buildings thereon erected, with also the rights of joint ownership (*droit de mitoyenneté*) in the walls of the adjacent properties and the use in common of the adjoining lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 23rd March, 1910. 1622
[First published, 26th March, 1910.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } JELESPHORE LAMARCHE,
No. 2512. } trader, of Saint-Philippe of
Argenteuil, district of Terrebonne, Plaintiff ;
against ALFRED DROUIN, of Fassett, in the
parish of Notre-Dame de Bonsecours, district of
Ottawa, Defendant, to wit :

Lot numéro sept (7), subdivision du lot numéro quarante-cinq (45), et le lot numéro vingt (20), subdivision du lot quarante-quatre (44), des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, dans le district d'Ottawa—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, à Montebello, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du shérif, Député shérif.
Hull, 13 avril 1910. 1865
[Première publication, 16 avril 1910.]

Lot number seven (7), subdivision of the lot number forty five (45), and the lot number twenty (20), subdivision of the lot number forty four (44), of the official plan and book of reference for the parish of Notre-Dame de Bonsecours, in the district of Ottawa—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, at Montebello, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 13th April, 1910. 1866
[First published, 16th April, 1910.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure du district de Richelieu
Sorel, à savoir : } ANTOINE BERNIER, ET AL,
No 5118 } A Demandeurs ; contre AME-
DEE PELISSIER, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Aimé, sur le côté ouest du rang Saint-Thomas, étant partie du lot numéro quatre-vingt onze (pt. No 91) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Aimé, d'un arpent de largeur sur un arpent de longueur, le tout plus ou moins, tenant devant au chemin du dit rang, en profondeur et d'un côté à Félix Pelletier ou représentants, et de l'autre côté à la route qui conduit au rang de Saint-Yves—avec les bâtisses dessus érigées et tous les outils et agrès y contenus servant à la fabrication du beurre et du fromage.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Aimé, le VINGT-SIXIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant midi.

P. GUEVREMONT,
Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 23 mars 1910. 1629-2
[Première publication, 26 mars 1910]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.
Sorel, à savoir : } LOUIS AUGUSTIN ET AL,
No. 2972 } L contre " THE PEAT GAS
AND COAL CO., Défenderesse.

Les bâtisses et machineries incorporées à icelles, appartenant à la défenderesse, érigées sur un terrain situé en la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, dans le quatrième rang, de la contenance de un arpent et quart de largeur sur trois arpents de profondeur, à partir du chemin de front ; tenant devant au dit chemin de front, derrière et du côté nord-est à Donat Tessier, et du côté sud-ouest à Joseph Neveu, le dit terrain faisant partie du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, par et sous le numéro deux cent vingt-six (pt. No 226), ainsi que tous les droits de la dite défenderesse, sur le dit terrain en vertu d'un bail à elle consenti par Donat Tessier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, par acte passé devant Mtre Jos Desrosiers, notaire, le 19 février 1907, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, sous le No 46,923, pour 15 ans, à raison de \$15.00 par année de loyer au dit Donat Tessier, et après les dites quinze années, à raison de \$25.00 par année aussi longtemps que la compagnie et ses ayant cause y feront ou jugeront à propos d'y faire de l'exploitation, à la charge par l'acquéreur de payer au dit Donat Tessier le loyer annuel ci-dessus mentionné et d'accomplir les autres obligations du dit bail.

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court of the district of Richelieu.
Sorel, to wit : } ANTOINE BERNIER, ET ALL,
No. 5118. } A Plaintiffs ; against AME-
DEE PELISSIER, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint-Aimé, on the west side of the Saint Thomas range, being part of lot number ninety one (pt. No. 91), of the official cadastre of the said parish of Saint-Aimé, of one arpent in width by one arpent in length, all more or less, adjoining in front the road of the said range, in depth and on one side Félix Pelletier or representatives, and on the other side the road leading to the Saint Yves range—with the buildings thereon erected and all the apparatus and equipment contained therein for the manufacture of butter and cheese.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Aimé, on the TWENTY SIXTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,
Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 23rd March, 1910. 1630
[First published, 26th March. 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Sorel, to wit : } LOUIS AUGUSTIN ET AL,
No. 2972 } L Plaintiffs ; against THE PEAT
GAS AND COAL CO., Defendant.

The buildings and machinery embodied with them, belonging to the defendant, erected on a lot situate in the parish of Saint-Bonaventure d'Upton, in the fourth range, containing one arpent and a quarter in width by three arpents in depth, from the front road ; bounded in front by the said front road, in the rear and on the north east side by Donat Tessier, and on the south west side by Joseph Neveu, the said lot forming part of the lot of land described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Bonaventure d'Upton, by and under number two hundred and twenty six (pt. No. 226), and all the rights of the said defendant, on the said land in virtue of a lease made in its favor by Donat Tessier, farmer, of the parish of Saint-Bonaventure d'Upton, by deed passed before Mtre. Jos. Desrosiers, notary, on the 19th February, 1907, and registered at the registry office of the county of Yamaska, under No. 46923, for 15 years, at the rental of \$15.00 per year to the said Donat Tessier, and after the said fifteen years, at the rental of \$25.00 per year as long as the company or its assigns shall there carry on or deem advisable to carry on operations ; subject to the purchaser paying the said Donat Tessier, the annual rental aforesaid mentioned and fulfilling the other obligations of the said lease.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

P. GRÈVREMONT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 23 mars 1910. 1627.2
[Première publication, 26 mars 1910.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE, No 1820. } LA NALE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse ; contre DAME CLARA SIMARD, veuve de Ferdinand Larouche, ci-devant de la paroisse de Sainte-Agnès, et à son décès, de la cité de Montréal, et les héritiers du dit Ferdinand Larouche, tous des cité et district de Montréal, Défendeurs.

1° Une étendue de terre située en la paroisse de Sainte-Agnès, concession du Lac Nairne, contenant environ 100 arpents en superficie, et étant la partie nord-ouest du lot numéro deux cent soixante-treize (273), du cadastre officiel pour la dite paroisse, comprise entre la ligne qui sépare la seigneurie de Murray Bay du canton de Sales.

2. Une terre située mêmes paroisse et concession, de forme irrégulière, mesurant 3 arpents et 8 perches sur quarante de profondeur, formant une superficie de 152 arpents, et étant le lot numéro deux cent soixante-quatorze (274), du dit cadastre.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

ELIE MALTAIS,
Bureau du shérif, Shérif.
Malbaie, 22 mars 1910. 1595.2
[Première publication, 26 mars 1910.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } PIERRE MARCHAND et GEORGES DESSUREAULT, tous deux rentiers, de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, et ZEPHIRIN MARCHAND, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Catherine, dans le comté de Stanstead, en leur qualité de légataires universels fiduciaires de feu Dame Amanda Marchand, veuve de Giles Moreau, Demandeurs et al es qualité ; vs AUGUSTIN MAGNAN, Défendeur.

Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Jacques des Piles, faisant partie du lot numéro six cent soixante et dix-huit (678), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Tite, contenant neuf arpents de largeur, plus ou moins, sur vingt arpents de profondeur, aussi plus ou moins ; borné en front aux terres de la Mékinac, en profondeur à

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,
Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 23rd March, 1910. 1628
[First published, 26th March, 1910.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } LA BANQUE NATIONALE, No 1820. } a body politic and corporate, having its head office in the city of Quebec, Plaintiff ; against DAME CLARA SIMARD, widow of Ferdinand Larouche, heretofore of the parish of Sainte-Agnès, and at his decease, of the city of Montreal, and the heirs of the said Ferdinand Larouche, all of the city and district of Montreal, Defendants.

1. A piece of ground situate in the parish of Sainte-Agnès, Lake Nairne concession, containing about 100 arpents in superficies, and being the north west part of lot number two hundred and seventy-three (273), the official cadastre for the said parish, comprised between the line which divides the seigniory of Murray Bay from the township de Sales.

2. A farm situate in the same parish and concession, of irregular outline, measuring 3 arpents and 8 perches by forty in depth, forming a superficies of 152 arpents, and being lot number two hundred and seventy-four (274), of the said cadastre.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Agnès, on the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 22nd March, 1910. 1596
[First published, 26th March, 1910.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } PIERRE MARCHAND and GEORGES DESSUREAULT, both rentiers, of the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, and ZEPHIRIN MARCHAND, farmer, of the parish of Sainte Catherine, in the county of Stanstead, in their capacity of fiduciary universal legatees of the late Dame Amanda Marchand, widow of Giles Moreau, Plaintiffs et al, es qualité ; vs AUGUSTIN MAGNAN, Defendant.

A lot situate in the parish of Saint Jacques des Piles, forming part of lot number six hundred and seventy eight (678), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Tite, containing nine arpents in width, more or less, by twenty arpents in depth, also more or less ; bounded in front by the Mékinac lands, in depth by the Saint

la "The Saint Maurice Lumber Company", joignant d'un côté au cordon des terres du rang Saint-Pierre, et de l'autre côté au surplus du dit lot numéro six cent soixante et dix-huit (678) — avec un moulin à scie et à goudriole, avec tous ses accessoires, tournants et travaillants, une maison et autres bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif,
Trois-Rivières, 22 mars 1910. 1575-2
[Première publication, 26 mars 1910]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douze avril 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Rimouski, MM. Nazaire Garon, marchand, de Causapcal, et Pierre Bourque, négociant, du Lac au Saumon, comté de Matane. 1887.

Avis du Gouvernement

La compagnie "Maple Leaf Milling Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. David Plews, de Montréal.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province. 1885
Québec, 12 avril 1910.

La compagnie "Monarch Typewriter Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Alexander Maclean, de la cité de Montréal.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province. 1884
Québec, 12 avril 1910.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Pierre Paradis, Ariste Boisvert, commerçants et manufacturiers, de la cité de Montréal, Zotique Primeau, Joseph Blain, Zéphirin Lauzé et Arthur Galarneau, fondateurs, du village de Chambly Canton, dans le comté de Chambly, dans les buts suivants :

Maurice Lumber Company, on one side by the line of the lands of the Saint Pierre range, and on the other side by the surplus of the said lot number six hundred and seventy eight (678) — with a saw mill and a goudriole-mill, with all accessories and equipment, a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jacques des Piles, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff,
Three Rivers, 22nd March, 1910. 1576
[First published, 26th March, 1910.]

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth April, 1910, to associate to the commission of the peace for the district of Rimouski, Messrs. Nazaire Garon, merchant, of Causapcal, and Pierre Bourque, trader, of Lac au Saumon, county of Matane. 1888

Government Notice

The "Maple Leaf Milling Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. David Plews, of Montreal.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary. 1886
Québec, 12th April, 1910.

The "Monarch Typewriter Company Limited" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Alexander Maclean, of Montreal.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary. 1884
Québec, 12th April, 1910.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eleventh day of April, 1910, incorporating Messrs. Pierre Paradis, Ariste Boisvert, traders and manufacturers, of the city of Montreal, Zotique Primeau, Joseph Blain, Zéphirin Lauzé and Arthur Galarneau, founders, of the village of Chambly Canton, in the county of Chambly, for the following purposes :

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers et fondateurs, et faire toutes affaires en général se rapportant à cette industrie ;

Acacheter, fabriquer et vendre tous objets ou articles se rattachant à ce commerce, tels que p êles, coffres-forts, et tous autres articles en métal de toutes descriptions, et exercer l'industrie de d reurs, argentiers, nickeleurs, etc., ou tous autres ouvrages de même nature ;

Eriger et construire des usines ou autres travaux, avec les machines nécessaires pour l'exercice des dits commerce et industrie ; acquérir par achat ou autrement, vendre ou louer les dites usines, terrains ou machines ou autrement, en disposer aux conditions jugées convenables ;

Acquérir et posséder tous les appareils nécessaires pour fabriquer et fournir le pouvoir moteur, la lumière et la chaleur qui seront nécessaires dans l'exercice du dit commerce ou industrie, et acquérir vendre, louer les brevets d'invention, marques de commerce, procédés ou tous autres droits et privilèges se rapportant au dit commerce ;

Acquérir par achat, bail ou autrement les biens mobiliers et immobiliers, clientèle, droits, privilèges, contrats et tout l'actif en général, meubles et immeubles, de toutes personnes ou compagnies faisant des affaires semblables, et en payer le prix soit en argent ou en actions libérées dans la dite compagnie à être incorporée, ou en obligations ou autres garanties de la dite compagnie, tel que jugé à propos entre les parties, et en particulier acquérir tout l'actif mobilier, matériaux, outils, etc., machines, appareils, marchandises, clientèle, créances et tous biens meublés de nature quelconque faisant partie de l'actif de la société "Paradis & Boisvert", manufacturiers et fondateurs de Montréal, et de la société connue comme "La Fonderie de Varennes", et payer le prix convenu pour ces dits actifs au moyen d'actions libérées en faveur des intéressés dans les dites actifs et dans les dites sociétés ;

Acquérir et posséder des actions ou autres garanties de même nature dans toutes compagnies faisant des affaires semblables et en payer le prix au moyen d'actions libérées dans la dite compagnie ou au moyen d'autres garanties de la dite compagnie ;

Payer en actions libérées l'acquisition de tous brevets d'invention, marques de commerce, etc. ;

Faire tous arrangements pour participation de profits, fusion, union d'intérêt et autres moyens de co-opération avec toutes personnes ou compagnies faisant des affaires semblables ;

Faire toutes choses qui peuvent être nécessaires ou utiles pour atteindre les fins ci-dessus mentionnées, sous le nom de "Paradis & Boisvert, Incorporé", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,

1827

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Charles M. Cotton, avocat, de la cité de Montréal, Herbert A. Webb, imprimeur, du village de Cowansville, Charles S. Cotton, shérif, George E. Ford, cultivateur, et Dame Alice A. Cotton, épouse séparée de biens par contrat de mariage du dit George E. Ford, dûment autorisées à l'effet des présentes par son dit mari, du canton de Dunham, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'impression, de publication et de l'édition de journaux, revues et autres publications dans toutes leurs branches ;

Acquérir et prendre de toute personne ou personnes, sociétés ou corporations les journaux, revues

To carry on the trade and industry of manufacturers and founders, and carry on in general any business relating to the said industry ;

To purchase, manufacture and sell any objects or articles pertaining to such trade, such as stoves, strong-boxes and all other articles in metal of any description, and carry on the business of gold, silver and nickel platers, etc., or any other works of a like nature ;

To erect and construct workshops or other works, with the machinery necessary to carry on the said trade and industry ; to acquire by purchase or otherwise, sell or lease the said workshops, lands or machinery, or otherwise dispose of same on suitable conditions ;

To acquire and own all the apparatus necessary to manufacture and supply the motive power, light and heat necessary to carry on the said trade and industry ; and acquire, sell, lease patents of invention, trade works, processes, or any other rights and privileges connected with the said trade ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, the moveable or immovable property, goodwill, rights, privileges, contracts and assets in general, personal and real estate, of any person or company carrying on a similar business, and pay for same in money or in paid up shares of the said company to be incorporated, or in debentures or other securities of the said company, as deemed between the parties, and in particular to acquire the moveable assets, materials, tools, etc., machines, appliances, merchandise, goodwill, credits, and all the moveable property of any nature whatsoever forming part of the assets of the firm of "Paradis & Boisvert," manufacturers and founders, of Montreal, and of the firm known as "La Fonderie de Varennes", and pay the price agreed for the said assets with paid up shares in favor of the interested parties in the said assets and the said firms ;

To acquire and old shares or other securities of a like nature in any company carrying on a similar business, and pay for same in paid up shares of the said company or in other securities of the said company ;

To pay for acquisition of any patents of invention, trade marks, with paid up shares ;

To make any arrangement for the participation of profits, pension, union of interests and other means of co-operation with any person or company carrying on a similar business ;

To do any thing that may be necessary or useful to attain the aforesaid purposes, under the name of "Paradis & Boisvert, Incorporé", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be at Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this eleventh day of April, 1910.

JOS. DUMONT,

1828

Assistant Provincial Secretary,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1910, incorporating Messrs. Charles M. Cotton, advocate, of the city of Montreal, Herbert A. Webb, printer, of the village of Cowansville, Charles S. Cotton, sheriff, George E. Ford, farmer, and Dame Alice A. Cotton, wife separate as to property by an ante-nuptial contract of the said George E. Ford, duly authorized for the purposes of these presents by her said husband, of the township of Dunham, for the following purposes :

To carry on the business of printing, publishing, and editing newspapers, magazines and other publications in all their branches ;

To acquire of and to take over from any person or persons, firm or corporation and newspaper,

ou publications périodiques maintenant en existence ou qui peuvent être en existence à l'avenir, et de les payer en argent ou stock ou partie en argent et partie en stock de la dite compagnie ;

Imprimer, publier, éditer, distribuer et vendre des livres, brochures, circulaires, cartes ou autres publications ;

Faire les affaires d'impression à la tâche et publications commerciales dans toutes leurs branches ;

Acquérir tous les immeubles, matériel, machines et mécaniques nécessaires, utiles ou en rapport à ses affaires ;

Acquérir et faire le commerce de noms, droits de propriété ou patentes qui peuvent être utiles, requis ou avantageux pour les affaires de la compagnie ;

Entrer en arrangement pour l'intérêt conjoint ou concession réciproque avec toute personne ou personnes, société ou corporation engagées en tout ou en partie dans les mêmes affaires que celles dont la compagnie est autorisée à faire, sous le nom de "Cotton's Co-operative Publishing Company, incorporated," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Cowansville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1910.

1899 JEREMIE L. DECARIE, Secrétaire de la province.

No 532-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Lin, dans le comté de l'Assomption, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint Lin, les Nos 236 et 237 de la concession Sud-Rivière, et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville des Laurentides, dans le même comté.

Québec, 14 avril 1910. 1889

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Vict., ch. XX, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui, par les présentes, est constitué en corporation.

Dans le comté de Richmond, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la municipalité du canton Melbourne".

1843 JOS. ED. CARON, Ministre de l'Agriculture. Québec, 12 avril 1910.

magazine or periodical now in existence or which may hereafter come in to existence, and to pay for the same in cash or stock or partly in cash and partly in stock of the said company ;

To print, publish, issue, edit and sell books, leaflets, circulars, cards or other publications ;

To carry on the business of job printing and commercial advertising in all their branches ;

To acquire any and all real estate, plant, machinery and mechanism necessary, useful or incidental to its business ;

To acquire any trade names, copyrights or patents, which may be usefull requisite or advantageous for the business of the company ;

To enter into any agreement for joinder of interest of reciprocal concession with any person or persons, firm or corporation engaged in whole or in part in a business similar to the business which the company is authorized to carry on, under the name of "Cotton's Co-operative Publishing Company, incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Cowansville.

Dated from the office of the provincial secretary, this 14th day of April, 1910.

1900 JEREMIE L. DECARIE, Provincial Secretary.

No. 532-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the education act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Lin, in the county of l'Assomption, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Lin, the Nos. 236 and 237 of the South-River concession, and to annex same to the sch. of municipality of the town of Laurentides, in the same county.

Quebec, 14th April, 1910. 1890

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter XX, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Richmond, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the municipality of Melbourne township".

1844 JOS. ED. CARON, Minister of Agriculture. Quebec, 12th April, 1910.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No 56.

Dans l'affaire de Guilbert & Magny, Trois Rivières, Qué., Faillis

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à notre bureau, 14, Place Phillips, Montréal, le ou après le 3 mai 1910.

1869 HARRY V. DUGGAN, JOSEPH DESAUTELS, Curateurs conjoints.

14, Place Phillips, Montréal. Montréal, 13 avril 1910.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.
No. 56.

In the matter of Guilbert & Magny, Three Rivers, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend sheet, which will be payable at our office, 14, Phillips Place, Montreal, on and after the 3rd May, 1910.

1870 HARRY V. DUGGAN, JOSEPH DESAUTELS, Joint curators.

14, Phillips Place, Montreal. Montreal, 13th April, 1910.

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
In re Désiré Latour, Bromptonville,

Insolvable ;

Avis est par les présentes donné que, par un ordre de la cour, en date du 13 avril 1910, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du susnommé qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains dans les trente jours qui suivent cet avis.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BÉGIN,

Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington.
Sherbrooke, 13 avril 1910. 1867

District de Beauce.

Re Ovilard Côté, marchand, Saint Samuel de Gayhurst, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 mai 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 avril 1910. 1897

District de Quebec.

Re Honoré Blouin, marchand, Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 8 avril 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 avril 1910. 1895

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières } *Cour Supérieure.*

L. G. A. Saucier, marchand, de Pont-Maskinongé, Québec.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous trente jours de la présente date, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 4 avril 1910. 1905

Province de Québec, }
District de Trois Rivières. } *Cour Supérieure.*

Chaperon & frère, marchands, de Sainte-Monique, Faillis ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens des susdits faillis.

Les réclamations doivent être filées à mon bureau dans les trente jours de cette date, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 13 avril 1910. 1901

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court*
In re Désiré Latour, Bromptonville,

Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the court, dated the 13th April, 1910, we were appointed joint curators to the property of the aforesaid, who has made a judicial abandonment of same for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BÉGIN,

Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 13th April, 1910. 1868

District of Beauce.

Re Ovilard Côté, merchant, Saint Samuel de Gayhurst, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 2nd May, 1910, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 14th April, 1910. 1898

District of Quebec.

Re Honoré Blouin, merchant, Quebec, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 8th April, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 14th April, 1910. 1896

Province of Quebec, }
District of Three Rivers } *Superior Court.*

L. G. A. Saucier, merchant, of Pont-Maskinongé, Québec.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, this day, appointed curator to the property of the aforesaid insolvent.

Claims must be filed at my office within 30 days from this date to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

No. 60, Notre Dame East street, Montreal.
Montreal, 4th April, 1910. 1906.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Chaperon & frère, merchants, of Sainte Monique, Que., and Insolvents ;

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, this day, appointed curator to the property of the aforesaid insolvents.

Claims must be filed at my office within thirty days from this date to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

No. 60, Notre-Dame East street, Montreal.
Montreal, 13th April, 1910. 1902

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Azarie Lévesque, entrepreneur, de Montréal,
 Failli.

Avis est donné que le failli a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 9 avril 1910, et que j'ai été nommé gardien provisoire.

JULIEN THERRIEN.

941, de Montigny Est, Montréal,
 Montréal, 11 avril 1910. 1907

District de Gaspé.

Re Ducaase & Lamontagne, Sainte-Anne des
 Monts, marchands et L. E. Lamontagne, Cap
 Chatte, marchand. Insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 avril 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu,
 Québec, 14 avril 1910. 1893

Province de Québec }
 District d'Ottawa }
 No 2571.

Albert H. N. Kennedy, de la ville de Buckingham,
 district d'Ottawa, commerçant, Failli.

Avis est donné que, le huitième jour d'avril 1910, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Albert H. N. Kennedy, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains sous trente jours du présent avis.

DAVID ROY,
 Curateur.

Buckingham, 9 avril 1910. 1903

Licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Hull, dans le district d'Ottawa, le 15 mars 1909, dans une cause dans laquelle Oswald Chaput, courtier, des cité et district de Montréal, est Demandeur; et Dame Laura Ouimet, épouse commune en biens de Charles Chalifoux, ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous les deux de Labelle, district d'Ottawa; Dame Mary Ouimet, épouse commune en biens de Auguste Saint Pierre, de dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous deux des cité et district de Montréal; Dame Corinne Ouimet, épouse commune en biens de Damase Marier, ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous deux des cité et district de Montréal; Dame Angéline Ouimet, épouse commune en biens de Auguste Bélanger, ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous deux des cité et district de Montréal; Dame Rosa Ouimet, épouse commune en biens de Félix Chalifoux, ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous deux de Labelle, district d'Ottawa; Anthyme Ouimet et Magloire Ouimet, tous deux des cité et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit savoir: Le lot numéro six du rang est de la rivière du canton Marchand.

Province of Quebec. }
 District of Montreal } *Superior Court.*

Azarie Levesque, contractor, of Montreal,

Insolvent.

Notice is given that the insolvent has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the 9th April, 1910, and that I have been appointed provisional guardian.

JULIEN THERRIEN.

941, de Montigny East, Montreal.
 Montreal, 11th April, 1910. 1908

District of Gaspé.

Re Ducaase & Lamontagne, Sainte Anne des
 Monts, merchants, and L. E. Lamontagne, Cap
 Chatte, merchant. Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 12th April, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 14th April 1910. 1894

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. }
 No. 2571.

Albert H. N. Kennedy, of the town of Bucking-
 ham, district of Ottawa, trader. Insolvent.

Notice is given that, on the eighth day of April instant, 1910, the undersigned was appointed, by an order of the court, curator to the property of the said Albert H. N. Kennedy, who has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

DAVID ROY,
 Curator.

Buckingham, 9th April, 1910. 1904

Licitation

Notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Hull, in the district of Ottawa, on the 15th March, 1909, in a cause in which Oswald Chaput, broker, of the city and district of Montreal, is Plaintiff; and Dame Laura Ouimet, wife common as to property of Charles Chalifoux, the latter for the purposes hereof both in his own name and for the purpose of authorizing his said wife, both of Labelle, district of Ottawa; Dame Mary Ouimet, wife common as to property of Auguste Saint-Pierre, the latter for the purposes hereof, both in his own name and to authorize his said wife, both of the city and district of Montreal; Dame Corinne Ouimet, wife common as to property of Damase Marier, the latter for the purposes hereof, both in his own name and to authorize his said wife, both of the city and district of Montreal; Dame Angéline Ouimet, wife common as to property of Auguste Bélanger, the latter for the purposes hereof both in his own name and to authorize his said wife, both of the city and district of Montreal; Dame Rosa Ouimet, wife common as to property of Félix Chalifoux, the latter for the purposes hereof, both in his own name and to authorize his said wife, both of Labelle, district of Ottawa; Anthyme Ouimet and Magloire Ouimet, both of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit: Lot number six of the east range of the river of the township Marchand.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VING-HUITIEME jour de MAI 1910, à DIX heures de l'avant midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Hull; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcées du droit de le faire.

WILFRID BESSETTE,
Procureur du demandeur.

Hull, 7 avril 1910. 1891
[Première publication, 16 avril 1910]

The property above described will be sold at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY EIGHTH day of MAY, 1910, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the audience room of the court house of Hull; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of said court; and all oppositions to annul, to secure charge or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication; and all oppositions for payment shall be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

WILFRID BESSETTE,
Attorney for plaintiff.

Hull, 7th April, 1910. 1892
[First published, 16th April, 1910.]

Index de la Gazette Officielle de Québec No 15.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—Dmes Angers vs Tremblay, 903; Baralou vs Sicotte, 904; Core vs Waldron, 900; Desrochers vs Hervey, 902; Laurencelle vs Barthos, 904; Martel vs Lanier, 902; McIntosh vs Cairnie, 905; Newton vs McDonald, 904; Ouellette vs Gagnon, 904; Pelletier vs Papin, 903; Papin vs Lamothé, 900; Picard vs Plamondon, 903; Plante vs Brissette, 903; Raïche vs Tanguay, 900; Rivet vs Caisse, 905; Trudeau vs Barbeau, 905; Villandré vs Chassé, 903.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—Dmes Grimard vs Lafèche, 902; Pothier vs Mullen, 902.

ANNONCEURS:—Avis aux:—Concernant av's, etc., 885.

AVIS:—Tabernacle Baptist Church, Montreal, 902.

BILLS PRIVÉS. P. Q.:—Avis au sujet des:—Assemblée législative, 898; Conseil législatif, 896.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE:—Municipalité du canton de Melbourne, 920.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPERATIONS:—Maple Leaf Milling Coy, 918; Monarch Typewriter Coy, 918.

DEMANDES A LA LEGISLATURE:—Cité de Québec, 900; Congrégation Beth Israel de Lachine, 901; Corporation de la ville de Magog, 901; La Ligue Antituberculeuse de Québec, 900; The Soulanges Power Coy, 900; The Syrian Greek Orthodox Church of Saint Nicholas, 901; Vanier, J. Emile et al, 813.

FAILLIS:—Blouin, 922; Chaperon & Frère, 921; Côté, 921; Ducasse & Lamontagne, 912; Forest, 905; Guilbert & Magny, 920; Jones, 905; Kennedy, 922; Lamoureux, 906; Latour, 921; Lévesque, 922; Liboiron, 906; Paquette, 906; Saucier, 921.

LETTRES PATENTES:—Cie électrique de Deschambault, 895; Cie industrielle de Saint Didace, 895; Cotton's Co opératif Publishing Coy, 920; Dominion Fish & Fruit, 888; Dussault Tobacco Factory Coy, 894; La Cie de briques de Québec, 890; L. J. Marchand, 849; Metropole Hotel, 846; Monareal House incorporated, 888; Montreal Naturalizid Polish Club, 892; North Western Employment Agency, 894; Paradis & Boisvert, 919; Star Café Coy, 892; William Rutherford & Sons Coy, 890.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 15.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—Dmes Angers vs Tremblay, 903; Baralou vs Sicotte, 904; Core vs Waldron, 904; Desrochers vs Hervey, 902; Laurencelle vs Barthos, 904; Martel vs Lanier, 902; McIntosh vs Cairnie, 905; Newton vs Macdonald, 904; Ouellette vs Gagnon, 904; Pelletier vs Papin, 903; Papin vs Lamothé, 900; Picard vs Plamondon, 903; Plante vs Brissette, 903; Raïche vs Tanguay, 900; Rivet vs Caisse, 905; Trudeau vs Barbeau, 905; Villandré vs Chassé, 903.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BÉD AND BOARD:—Dmes Grimard vs Lafèche, 902; Pothier vs Mullen, 902.

ADVERTISERS:—Notice to:—Respecting notices, &c., 885.

NOTICE:—Tabernacle Baptist Church, Montreal, 902.

PRIVATE BILLS P. Q.:—Notices respecting the:—Legislative Assembly, 898; Legislative Council, 896.

FARMERS' CLUB:—Formation of:—Municipality of the township of Melbourne, 920.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—Maple Leaf Milling Coy, 918; Monarch Typewriter Coy, 918.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—City of Québec, 900; Congrégation Beth Israel of Lachine, 901; Corporation of the town of Magog, 901; La Ligue Antituberculeuse de Québec, 900; The Soulanges Power Coy, 900; The Syrian Greek Orthodox Church of Saint Nicholas, 901; Vanier, J. Emile et al, 813.

INSOLVENTS:—Blouin, 921; Chaperon & Frère, 921; Côté, 921; Ducasse & Lamontagne, 912; Guilbert & Magny, 920; Jones, 905; Kennedy, 922; Lamoureux, 906; Latour, 921; Lévesque, 922; Liboiron, 906; O'Neil (Die), 906; Paquette, 906; Saucier, 921.

LETTERS PATENT:—Cie électrique de Deschambault, 895; Cie industrielle de Saint Didace, 895; Cotton's Co opératif Publishing Coy, 920; Dominion Fish & Fruit, 888; Dussault Tobacco Factory Coy, 894; La Cie de briques de Québec, 890; L. J. Marchand, 849; Metropole Hotel, 846; Montreal House incorporated, 888; Montreal Naturalizid Polish Club, 892; North Western Employment Agency, 894; Paradis & Boisvert, 919; Star Café Coy, 892; William Rutherford & Sons Coy, 890.

- LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES** : — Fabrique de cigares Puravana, 891.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** : — Demande d'annexer ou d'ériger, etc. : — Divers lots de Saint Lin à la ville des Laurentides, comté de l'Assomption, 920 ; Templeton Nord, 896 ; Ville de Saint-Louis de Mile End à D'outremont, 896.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE** : — Saint-Justin, 887.
- NOMINATIONS** : — Délégués seconde division, lac Saint-Jean, 885.
Juges de paix : — Districts Saint-François, 885 ; Montréal, 885 ; Chicoutimi, 886 ; Beauce, 886 ; Rimouski, 918.
Membre du Conseil d'agriculture, 885.
- NOTAIRES, MINUTES DE DEMANDE DE TRANSFERT** : — Par Jos. Alf. Bonin, 889.
- ORDRE DE COUR** : — Kennedy vs Pearce, 908.
- PROCLAMATION** : — Village du Sault-au Récollet, 886.
- RÉSOLUTION** : — Municipalité du comté de Richelieu, 863.
- SYNDICAT D'ÉLEVAGE** : — Sainte-Edwidge de Clifton, 887.
- VENTE PAR CURATEUR**. — St. Onge, failli, 906.
- VENTE PAR LICITATION** : — Chaput vs Dme Ouimet et al, 922.
- VENTES PAR LES SHERIFFS** :
- ARTHABASKA** : — Hamel, failli, 908.
- BEAUCE** : — Picard vs Corporation municipale de Saint-Léon de Standon, 908.
- BEAUHARNOIS** : — Ovans vs Prigent, 909 ; Preville (Dme) vs Sauvé, 909.
- CHICOUTIMI** : — Belleau & Cie vs Naud et al, 910 ; Blouin vs Villeneuve et al, 910 ; Brandford Cordage Coy vs Jalbert et al, 910.
- JOLIETTE** : — Chaput (Dme) vs Lafranchise, 911 ; Sylvestre ès-ql. vs Paradis et al, 911 ; Sylvestre ès-ql. vs Paradis, 912.
- KAMOURASKA** : — Dme Généreux et vir vs Dme Vignault, ès-ql, 913.
- MONTMAGNY** : — Hudson vs La Société de Fabrication de beurre de la paroisse de Saint-Philémon, 913.
- MONTREAL** : — Labelle vs Lacroix, 914 ; Lancôt vs Denault, Mignault vs Henri, 914.
- OTTAWA** : — Lamarche vs Drouin, 915.
- RICHELIEU** : — Augustin et al vs The Peat Gas & Coal Co, 916 ; Bernier et al vs Pélissier, 916.
- SAGUENAY** : — La Banque Nationale vs Dme Simard et al, 917.
- SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT** : — Fabrique de cigares Puravana, 891.
- SCHOOL MUNICIPALITY** : — Application to annex or erect, &c. : — Several lots of Saint Lin to the town of Les Laurentides, county of l'Assomption, 920 ; North Templeton, 896 ; Town of Saint Louis de Mile End to D'outremont, 896.
- SCHOOL MUNICIPALITY** : — Annexed or erected : — Saint Justiu, 887.
- APPOINTMENTS** : — Delegates, second division, Lake Saint-John, 885.
Justices of the Peace : — Districts Saint Francis, 885 ; Montreal, 885 ; Chicoutimi, 886 ; Beauce, 886 ; Rimouski, 918.
Member of the Council of Agriculture, 885.
- NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED** : — By Jos. Alf. Bonin, 889.
- ORDER OF COURT** : — Kennedy vs Pearce, 908.
- PROCLAMATION** : — Village of Sault au Recollet, 886.
- RESOLUTION** : — Municipality of the county of Richelieu, 863.
- STOCK BREEDING SYNDICATE** : — Saint Edwidge de Clifton, 887.
- SALE BY CURATOR**. — St. Onge, insolvent, 906.
- SALE BY LICITATION** : — Chaput vs Dme Ouimet et al, 922.
- SHERIFFS' SALES** :
- ARTHABASKA** : — Hamel, insolvent, 908.
- BEDFORD** : — Picard vs Municipal corporation of Saint Leon de Standon, 903.
- BEAUHARNOIS** : — Ovans vs Prigent, 909 ; Preville (Dme) vs Sauvé, 909.
- CHICOUTIMI** : — Belleau & Cie vs Naud et al, 910 ; Blouin vs Villeneuve et al, 910 ; Brandford Cordage Coy vs Jalbert et al, 910.
- JOLIETTE** : — Chaput Dme vs Lafranchise, 911 ; Sylvestre ès-qi vs Paradis et al, 911 ; Sylvestre ès-qi vs Paradis, 912.
- KAMOURASKA** : — Dme Généreux et vir vs Dme Vignault ès ql, 913.
- MONTMAGNY** : — Hudson vs The butter factory society of the parish of Saint Philemon, 913.
- MONTREAL** : — Labelle vs Lacroix, 914 ; Lancôt vs Denault, Mignault vs Henri, 914.
- OTTAWA** : — Lamorche vs Drouip, 915.
- RICHELIEU** : — Augustin et al vs The Peat Gas & Coal Co, 916 ; Bernier et al vs Pélissier, 916.
- SAGUENAY** : — La Banque Nationale vs Dme Simard et al, 917.